

Algérie 50^e anniversaire de l'indépendance



NewAfrican

LE MAGAZINE DE

L'AFRIQUE

GROUPE IC PUBLICATIONS

Juillet-Août 2012 | N° 27

LE RETOUR DES COUPS D'ÉTAT

Mali, Guinée-Bissau...

COMMENT ILS SURVIENNENT

Bénin, Ghana, Sénégal...

**LES PAYS
QUI Y ÉCHAPPENT**

Les armées
**BOUCLERS
OU FOSSOYEURS?**

**Églises
évangéliques**
Une affaire de gros sous

Sahel
Une crise
en cascade

Gabon

Le rendez-vous
de la nouvelle Afrique

Cameroun

L'émoi des députés

Bimestriel

● France : 3,50 € ● Zone euro : 4 €
● Zone CFA : 1800 F.CFA

● Algérie : 260 DA ● Tunisie : 3 DT ● Maroc : 25 DH

● Suisse : 8 FS ● Royaume-Uni : £3,50 ● Canada : 5,50 \$ CAN ● USA : 5,50 \$ US

M 09134 - 27 - F : 3,50 € - RD





L'IRRÉSISTIBLE ENVIE DE CHANGEMENT

Par Hichem Ben Yaïche

Sommaire du dossier

| | |
|--|----|
| À QUOI RÊVENT LES ALGÉRIENS ? | 6 |
| QUI GOUVERNE L'ALGÉRIE ? | 10 |
| Trois questions à... | |
| FRANÇOIS GÈZE | 11 |
| Directeur des éditions La Découverte, membre d'Algeria-Watch | |
| BOUTEFLIKA, OBJET DE FASCINATION ET DE CONTROVERSE | 12 |
| ÉCONOMIE: LE GRAND GÂCHIS | 15 |
| Trois questions à... | |
| LUIS MARTINEZ | 17 |
| Directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (CERI) | |
| Entretien | |
| ZOUBIR BENHAMOUCHE | 18 |
| économiste | |
| DANS LE VISEUR DU PEUPLE ALGÉRIEN | |
| LA SOCIÉTÉ CIVILE SE RÉINVENTE | 20 |
| LES FEMMES À L'ASSAUT DE L'HÉMICYCLE | 22 |
| ALGÉRIENS DE L'ÉTRANGER | |
| UNE FORCE INEXPLOITÉE | 24 |
| Entretien | |
| LE MONDE SELON LAKHDAR BRAHIMI | 26 |
| Portrait | |
| GEORGES MORIN | |
| UN HOMME DE L'ENTRE-DEUX | 34 |

Trente-sept millions d'habitants, 2,5 millions de km²... par sa taille et par sa situation géographique, l'Algérie en impose. Cette année, cette jeune nation fête ses 50 ans d'indépendance. C'est le moment, non pas de ressasser son passé colonial douloureux - les historiens ont tout le loisir de mener ce travail pour rester dans une certaine vérité historique - mais de raconter l'autre Algérie - l'Algérie algérienne, si l'on peut dire - pour mesurer à l'aune du réel le travail de construction qui a été entrepris. L'Algérie moderne, à l'image de sa diversité sociologique, présente de multiples facettes : une créativité impressionnante, un génie de situation, qui lui sert souvent de viatique, mais aussi des frustrations et des blocages. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons cherché à savoir - même si, concernant l'Algérie, la force des préjugés demeure très têtue -, à travers ce voyage, forcément subjectif, au cœur de cette nation qui ne cesse de nous étonner dans sa volonté de se réinventer toujours. Pour être en phase avec elle-même. Le dossier que vous lirez tente d'apporter des éléments de réponse, même si, comme nous le dit avec une totale liberté de ton le grand diplomate Lakhdar Brahimi : « *L'Algérie est un pays compliqué.* » (lire son entretien dans ce numéro, pages 26 à 32.)





À QUOI RÊVENT LES ALGÉRIENS ?



L'exception algérienne. Assis sur une manne financière, le peuple algérien ne profite pas des richesses du pays. Sauf que les attentes sont bien là. La jeunesse, elle, s'impatiente. Et n'a qu'un mot à la bouche : « travail ».

Par Nadia Henni-Moulaï

Je m'envole dans quelques mois pour le Canada», confie Fatia, jeune comptable de 29 ans. Pas d'exclamation, ni de mine particulièrement réjouie. Juste un sourire timide. Car cette jeune Algérienne, née en Kabylie, vit son départ comme la promesse d'un changement, mais au fond, quitter l'Algérie est presque un « crève-cœur ». L'expression est forte. « Ici, il n'y a pas de travail, pas d'avenir », déplore-t-elle. « Qu'est-ce que je vais faire si je reste ici ? M'occuper des champs ? Pourquoi avoir fait des études dans ce cas ? », souffle-t-elle. Difficile de lui opposer un quelconque argument.

Selon les sources officielles, le chômage en Algérie concernerait 10 % de la population. D'autres chiffres – officieux ceux-là – avancent un taux d'inactivité établi à 30 %. Sur une population de 37 millions d'habitants, dont 64 % sont en âge de travailler, c'est beaucoup.

Pas étonnant alors que les candidats au départ soient nombreux. Dans cette fuite en avant, tous ne sont pas logés à la même enseigne. Farid a 35 ans. Sans diplôme, il vivote dans la banlieue d'Alger. Entre job précaire et oisiveté, peu d'options s'offrent à lui. « Je suis chez mes parents mais à mon âge je dois être indépendant ! », s'agace-t-il avant de reprendre :

« Le pouvoir, tout est de sa faute... On sait bien que notre pays est riche, il y a du pétrole, du gaz. Où va l'argent ? Dans la poche des officiels ! » Pour lui, le rêve ultime c'est de partir. « Je veux quitter ce bled. Mais si c'est pour venir en France dans la clandestinité, vivre à dix dans une chambre de 15 m², autant rester là. » Diplômés ou non, la plupart des Algériens n'ont apparemment qu'un espoir : la fuite.

Un constat d'échec retentissant alors que l'Algérie s'apprête à célébrer les 50 ans de son indépendance acquise au terme d'une guerre de libération meurtrière. Alors que l'on pourrait s'attendre à un enthousiasme de la jeunesse, l'événement risque de rester dans l'entre-soi du pouvoir. Selon Gilbert Meynier, historien spécialiste de l'Algérie, « la fête d'indépendance accuse un désintérêt général. » Le peuple est exclu du système. « Ces célébrations ce ne sont pas celles du sous-prolétariat algérien... », affirme-t-il. Un constat largement partagé par les jeunes.

La culture du piston

Mohamed, 22 ans, qui appartient donc à la génération postcoloniale, s'appuie sur ce qu'il voit dans son entourage. « Je connais un peu l'histoire de l'Algérie. Je sais que le 5-Juillet est important,

mais dans ma vie quotidienne, qu'est-ce que cela m'apporte? Je vois mes amis plus âgés galérer pour trouver un travail. Quand je regarde autour de moi, je suis inquiet», avoue-t-il.

Des propos qui vont tous dans le sens de ceux d'Akram Belkaïd, journaliste et essayiste. « *Il y a un vrai décalage de la jeunesse. La raison est d'abord démographique. Pour un jeune né dans les années 1990, l'indépendance, c'est la préhistoire!* » Impossible donc pour le pouvoir de créer une émulation populaire à ce sujet, et donc d'en tirer profit. « *De façon générale, la jeunesse voit bien l'évolution de l'Algérie, le chômage, la crise du logement, la corruption* », remarque-t-il. Rien de bien reluisant donc. Pas facile pour l'Algérien moyen de se frayer un chemin dans ce système, à moins d'être coopté.

Samia, 32 ans, en est convaincue : « *Seuls les pistonnés réussissent en Algérie!*, fulmine-t-elle. *Je postule à des emplois, mais rien n'y fait. Je n'ai toujours rien décroché.* » Cette informaticienne de formation a perdu son optimisme. Une chose est sûre ici, mieux vaut avoir des relations. « *Si tu fais partie de la tchi-tchi algérienne, alors ça va pour toi!* », autrement dit si on fait partie de la jeunesse dorée dont beaucoup sont les enfants des dirigeants qui tiennent l'Algérie d'une main de fer.

Doit-on rappeler, comme le soutient Gilbert Meynier, que « *le régime algérien est un système clanique* » ? Comme dans une famille, l'héritage – biens ou argent – se transmet de père en fils. Une situation que l'inconscient collectif algérien paraît avoir admise.

La résistance s'organise

« *C'est plutôt de la résignation* », nuance Zohra Mahi, avocate et auteur. Née en 1945, elle a passé la majorité de sa vie en Algérie avant de s'installer en France en 1992. De son propre aveu, « *la situation algérienne est un non-sens. On a une jeunesse nombreuse, qui veut faire des études et travailler, mais aussi bénéficier de la rente pétrolière.* » Cette fin de non-recevoir que le pouvoir lui adresse est, selon elle, intolérable. Elle sait bien que la jeunesse algérienne est la seule à pouvoir changer les choses. « *Ceux qui vivent là-bas sont naturellement les plus légitimes pour faire évoluer*

Le chômage en Algérie concernerait 10% de la population. D'autres chiffres – officiels ceux-là – avancent un taux d'inactivité établi à 30%. Sur une population de 37 millions d'habitants, dont 64% sont en âge de travailler, c'est beaucoup.



l'Algérie, en s'impliquant, pour commencer, dans les partis politiques. »

Reste que si le climat est à la colère, voire au désespoir, certains Algériens ont décidé de prendre le problème à bras-le-corps. À leur niveau, certes, mais avec détermination. Comme Saïd, 24 ans, étudiant à la faculté de Tizi-Ouzou, en Kabylie, où il suit un cursus gestion-finance. À l'inverse d'une frange de la jeunesse, lui compte bien rester. « *Je n'ai jamais pensé à quitter le pays* », affirme-t-il, flegmatique. Une posture qui détonne sur celle de ses camarades dont les demandes de visa pour le Canada ou le Royaume-Uni sont déjà effectuées.

« *Je veux participer à la construction de mon pays* », lance-t-il, un brin naïf. Et quand on lui parle de la mainmise des dirigeants sur le pays, il rétorque

que « *le tour du peuple viendra.* » Pense-t-il à un Printemps arabe ? « *Pas vraiment. Je fais juste preuve de bon sens. Comment relever l'Algérie si tout le monde s'en va?* » Pas faux. Une volonté que d'autres Algériens manifestent. Gilbert Meynier en témoigne : « *Les jeunes étudiants que je rencontre en Algérie ont envie d'agir, ils fourmillent d'idées pour faire bouger le pays. Mais selon eux, ils ne peuvent pas s'exprimer.* »

En désespoir de cause, certains se sont tournés vers des méthodes radicales, comme l'auto-immolation. Depuis 2011, l'Algérie enregistre un nombre croissant de suicides par le feu. Le dernier en date, celui de R. Hamza, vendeur ambulant décédé le 1^{er} mai, avait déclenché des émeutes à Jijel. Son geste ne semble être que la partie émergée de l'iceberg... ■

Abonnez-vous

AU MAGAZINE DE L'AFRIQUE



BULLETIN D'ABONNEMENT

À compléter et à retourner à IC Publications, 609 Bât A, 77 RUE BAYEN, 75017 PARIS, Tél: +33 (0) 1 44 30 81 00, Fax: +33 (0) 1 44 30 81 11

JE DÉSIRE M'ABONNER À NEW AFRICAN, LE MAGAZINE DE L'AFRIQUE

| | France | Reste du monde |
|--------------------------------|--------|----------------|
| <input type="checkbox"/> 1 an | 30 € | 36 € |
| <input type="checkbox"/> 2 ans | 55 € | 66 € |
| <input type="checkbox"/> 3 ans | 80 € | 96 € |

Nom _____
 Prénom _____
 Société _____
 Fonction _____
 Adresse _____
 Pays _____
 Tél _____ Fax _____
 Email _____

JE JOINS MON RÈGLEMENT PAR

- Chèque bancaire en euros libellé à l'ordre d' IC Publications
 Visa Mastercard Amex

Nom du titulaire de la carte _____

Carte bancaire n° _____

Date de validité: _____

Notez les 3 derniers chiffres du numéro figurant au dos de votre carte _____

Je règlerai après réception de facture

Date et Signature: _____

Influent

Indépendant

Incontournable



QUI GOUVERNE L'ALGÉRIE ?



Quatre des présidents (Ahmed Ben Bella, Chadli Bendjedid, Ali Kafi et Abdelaziz Bouteflika) de l'Algérie indépendante, réunis lors d'une cérémonie officielle au palais des Nations, en avril 2009.

Un double pouvoir ? En Algérie, la mainmise des généraux sur le pouvoir officiel nourrit l'imaginaire collectif depuis l'indépendance. L'information sur ce sujet, en partie vraie, reste toutefois difficilement vérifiable. Tentative d'explication.

Par N. H.-M.

Je peux vous dire que l'armée obéit maintenant aux civils. La maison est bien ordonnée. » Cette affirmation péremptoire est extraite d'une discussion confidentielle entre le chef de l'État algérien et un haut cadre américain. Rendu publique grâce au site Wikileaks en 2010, l'échange permet d'en apprendre un peu plus sur les arcanes du pouvoir algérien. Et comme pour toutes les diplomaties, les secrets d'alcôve de l'Algérie ont pu être partagés par des millions d'internautes à travers le monde. Ils révèlent, par exemple, les relations difficiles que Bouteflika entre-

tient avec les représentants de la grande muette dont le général Mohamed Lamari, chef d'état-major de l'armée, et Mohamed Médiène, dit « Taoufik », sont les symboles forts. Alors, certes, sur la forme Bouteflika donne l'impression de contrôler la situation, ne manquant aucune occasion de rappeler qu'il dirige le pays. Une posture qu'il adopte dès son accession au pouvoir. En 1999, interrogé par un journaliste d'Europe 1, il déclare sans détour : « L'armée ? Moi, je me sens d'abord son chef. » Un pied de nez, teinté d'insolence, lancé à la face de ceux qui l'ont placé à la Mouradia,

le palais de la présidence situé sur les hauteurs d'Alger. Car si le Président algérien, élu en 1999 avec 74 % des suffrages, cumule déjà trois mandats, son sacre électoral, il le doit bien, quoi qu'il en dise, aux militaires, accusés de tirer, en secret, les ficelles du pays.

L'armée, entre mythes et réalités

« La main des généraux en Algérie n'est pas un fantasme », affirme Jean-Baptiste Rivoire, journaliste à Canal+ et auteur d'un documentaire sur l'Algérie. Une présence intimement mêlée à l'histoire de l'Algérie indépendante. Depuis le



TROIS QUESTIONS À...

François Gèze

Directeur des éditions La Découverte, membre d'Algeria-Watch

D'où provient la mainmise de l'armée sur le pouvoir politique en Algérie ?

Les raisons sont historiques. Avant même la fin de la guerre d'indépendance, la faction militaire a pris le dessus sur la faction politique, dès 1957. Le tournant fut l'assassinat d'Abane Ramdane.

En 1962, on a vu que le pouvoir militaire jouait déjà un rôle majeur. C'est lui qui a placé Ben Bella comme premier président de la République.

Le peuple algérien s'est donc fait voler sa révolution...

Après l'indépendance, les Algériens étaient très affectés par les violences

perpétrées par l'armée française. Dès 1958, les conflits politiques internes ont éclaté. C'est à ce moment-là que les mauvaises habitudes ont été prises, que tout courant démocratique a été écrasé.

Au fond, ce sont le pétrole et le gaz qui ont tout déclenché ?

Les hydrocarbures, en effet, sont la malédiction de l'Algérie. Le pétrole permet avant tout de financer les généraux. Avec la disparition des caciques du régime, ce système pourrait bien perdurer à travers la génération des enfants des généraux...

coup d'État de Houari Boumediene, en 1965, les responsables militaires ont toujours pesé sur le système politique. « *Mohammed Boudiaf en est un exemple* », souligne-t-il. « *Comme c'est l'armée qui l'a placé, c'est elle qui aurait commandité son élimination, le 29 juin 1992.* » Hypothèse difficilement vérifiable. Pour Jean-Baptiste Rivoire, pourtant, les raisons sont élémentaires : « *Il a voulu démonter le pouvoir, en limogeant le général Smaïn Lamari ou en prévoyant d'enquêter sur des comptes bancaires en France...* » Les militaires ont toujours joué un rôle incontournable.

Le DRS, ancêtre de la Sécurité militaire

« *Véritable ossature du régime* », selon Gilles Manceron, historien, spécialiste de l'Algérie, le Département du renseignement et de la sécurité (DRS) constitue le cœur de la matrice. Succédant en septembre 1990 à la fameuse Sécurité militaire, le DRS est aux commandes du très discret général Mohamed Médiène dit Taoufik – seules trois photos de lui circuleraient sur Internet. En 1986, il devient chef du département Défense et Sécurité de la présidence avant de prendre la tête du DRS en 1990. « *À ce moment-là, explique un ancien militaire, le général Khaled Nezzar, qui deviendra ministre de la Défense en 1990, et Taoufik s'attellent à restructurer l'armée.* » On

passé alors de la Sécurité militaire au Département du renseignement et de la sécurité. Mais ces transitions ne se font pas de manière naturelle. Les luttes de clan opposent, à l'intérieur même du parti unique le FLN, les barons du système politique algérien. Larbi Belkheir, longtemps chef de l'Armée nationale populaire, et Taoufik, à la tête du DRS, s'engageront après la « sale guerre » (les années noires du terrorisme) dans une lutte de pouvoir acharnée.

En 2004, le DRS l'emporte, Mohammed Lamari est débarqué, Larbi Belkheir est nommé ambassadeur au

Maroc – il est décédé depuis. L'armée vient aussi de passer sous l'autorité de Taoufik. Aujourd'hui, le général Taoufik apparaît comme l'homme fort du régime algérien, même si, depuis 1999, les rapports entre les militaires et le chef de l'État se sont plutôt équilibrés.

Une manne qui attire les convoitises

Il faut dire que l'Algérie recèle des richesses considérables. De ce point de vue, les hydrocarbures, par exemple, ont représenté 74 milliards de dollars de revenus en 2011. Autre illustration des moyens financiers du pays : une réserve de change évaluée à 200 milliards de dollars. Une manne qui attire les convoitises et qui explique en partie pourquoi les hommes forts du pouvoir militaire s'accrochent à ce pays. Pour autant, les vingt années écoulées laissent présager de légères améliorations pour l'avenir.

Reste que la situation dans ce pays est loin d'être transparente. Depuis la mort du chef d'état-major Mohamed Lamari, en février 2012, une ambiance de fin de règne flotte sur Alger. S'il paraît impossible pour Bouteflika de briguer un quatrième mandat, du côté des généraux, la jeune garde se prépare, elle, en toute discrétion. Selon diverses sources, le nom du colonel Athmane Tartag, dit « Bachir », circulerait pour la succession de Taoufik au DRS. Également en lice, le colonel M'henna Djebbar, directeur du centre militaire d'investigation de Blida.

Un contexte qui reste constamment à décrypter. ■



Le chef d'état-major de l'armée, Mohamed Lamari, assiste le 31 janvier 1994 à Alger à la cérémonie de prestation de serment du nouveau président algérien Liamine Zeroual, élu en janvier 1994.

BOUTEFLIKA OBJET DE FASCINATION ET DE CONTROVERSE

Abdelaziz Bouteflika est au pouvoir depuis 13 ans. La course à sa succession est ouverte au moment où il s'attelle à mener les réformes de son troisième mandat. Le Président prône une plus grande ouverture politique, alors qu'il a péché tout au long de son règne par un manque de flexibilité. Les grands projets qui ont marqué son passage au palais d'El Mouradia, y compris dans le domaine de la sécurité, ont donné des résultats mitigés et sont contestés. **Par Samia Lokmane-Khelil**

Le système politique en Algérie est une trame dont le fonctionnement codifié et ésotérique échappe à la population. Les Algériens ne maîtrisent guère ses enjeux et sont incapables de lire son avenir. Ils se contentent de deviner les événements à travers des bribes d'informations plus ou moins crédibles, des signes et des messages énigmatiques que les représentants de l'establishment leur envoient parfois.

En annonçant, il y a quelques semaines, que « *sa génération a fait son temps* », le président Bouteflika a laissé penser qu'il renonçait définitivement à briguer un quatrième mandat. Dans ce qui a paru être un discours d'adieu, prononcé lors d'une tournée électorale pour les législatives du 11 mai, à Sétif, à l'est de l'Algérie, le chef de l'État a pris prétexte de la célébration du cinquantenaire de l'indépendance pour signifier à ses compatriotes que les libérateurs d'hier, qui se sont maintenus au pouvoir au nom de la légitimité historique, doivent à présent céder leur place. « *Le rôle des moudjahidines est terminé* », a-t-il affirmé à une foule de sympathisants.

Dans le contexte des législatives, et alors que la menace d'une abstention massive hantait les autorités, les plus

sceptiques ont douté de la sincérité des propos de Bouteflika. Ils ont qualifié de slogan électoral ses engagements en faveur de l'alternance. Ce n'est pas la première fois que le locataire du palais d'El Mouradia appelle au renouvellement de l'élite politique au pouvoir. En 2004, il avait surpris ses compagnons de la famille révolutionnaire, un euphémisme qui désigne les tenants de l'ordre établi depuis le départ de la France, en 1962, en estimant qu'il « *est temps de lever la tutelle sur le peuple*. » Quelques mois plus tôt, il avait été réélu à la présidence de la République. En 2009, il s'était lancé pour la troisième fois dans la course électorale, en dépit de vives critiques. Car pour ses détracteurs, Bouteflika est le principal garant du statu quo. Ils estiment qu'il a aussi largement exploité sa propre légitimité historique pour gravir l'échelle du pouvoir et se l'accaparer.

Sa biographie officielle, mise en ligne par la présidence, retrace longuement son parcours d'ancien combattant qui a rejoint le maquis très jeune. En 1960, il obtient le grade de commandant au sein de l'ALN (Armée de libération nationale), qui l'aurait envoyé diriger un front de résistance à la frontière avec le Mali. Deux ans plus tard, Bouteflika devient,

à 25 ans, ministre de la Jeunesse et des Sports dans le gouvernement d'Ahmed Ben-Bella. Les deux hommes sont originaires d'Oudjda, une ville du Maroc située à la frontière avec l'Algérie, et qui donnera son nom à un clan célèbre, accusé d'avoir confisqué la révolution et mis en place un régime autocratique. En 1962, son mentor, Boumediène, balaye le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et ses aspirations démocratiques, avec l'aide de Ben-Bella qu'il chassera du pouvoir quelques années plus tard.

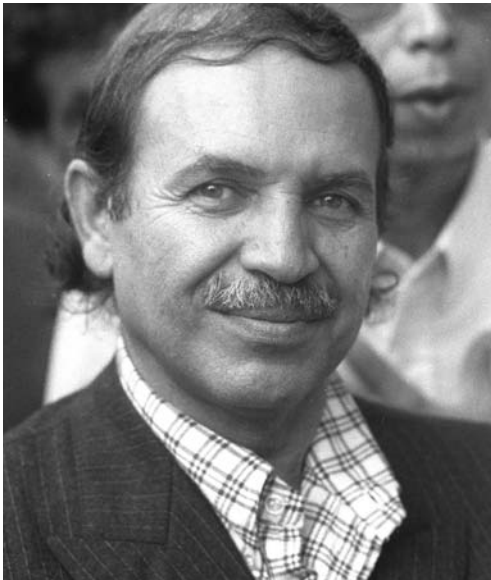




Capacité à régler les imbroglios

Les partisans de Bouteflika le présentent comme un homme politique avisé et un diplomate chevronné, qui a connu ses heures de gloire pendant l'épopée tiers-mondiste de l'Algérie dans les années 1970. Mais bon nombre d'Algériens ont de lui l'image d'un personnage plutôt comploteur et rusé. Sa grande capacité à régler les imbroglios les plus improbables et sa maîtrise de l'art de la manœuvre ont d'ailleurs largement plaidé en sa faveur en 1999, lors du choix d'un candidat à la présidence.

À cette époque, l'Algérie venait de sortir d'une décennie de guerre civile ayant entraîné la mort de quelque 120 000 personnes. Les militaires chargés de la lutte antiterroriste étaient la cible des organisations internationales des Droits de l'homme, et faisaient l'objet d'accusations récurrentes de génocide. En proie à une violence inouïe, le pays vivait alors son drame à huis clos et devait subir un insupportable embargo. Personne ne savait de quoi l'avenir serait fait. « *Je ne suis pas le messie* », avait toutefois averti le Président au lendemain de son élection, tout en promettant de faire de son mieux pour éteindre le feu de la *fitna* (discorde).



Abdelaziz Bouteflika. Candidat à la présidence de la République algérienne, Abdelaziz Bouteflika fut ministre de la Jeunesse et des Sports (1962/63), ministre des Affaires étrangères de 1963 à 1965 sous la présidence de Benbellah, et, en 1965, après le coup d'État de Houari Boumediene, reconduit dans la fonction qu'il conserva jusqu'en 1978.

L'investiture de Bouteflika était le fruit d'un consensus entre les différents clans du pouvoir, ce fameux « cabinet noir » qui régent l'Algérie et dans lequel se côtoient militaires, responsables des services de renseignements et idéologues du régime. Le pouvoir de l'ombre avait besoin de quelqu'un capable de sauver les apparences et de tourner la page du terrorisme sans qu'aucune des parties ne soit amenée à rendre des comptes. Bouteflika avait également pour mission de lever le blocus sur l'Algérie en mettant à profit ses talents de diplomate, ce qu'il avait accepté, sans se plier à exercer le pouvoir sous tutelle. « *Je ne suis pas un trois-quarts de Président* », avait-il assené au début de son premier mandat. La même année, il confie à William Ward, ancien commandant de l'Africom en visite à Alger, qu'il a réussi à « *ordonner la maison Algérie* » et que « *l'armée obéit désormais aux civils* ».

Le locataire d'El Mouradia avait obtenu l'allégeance des généraux en s'engageant à pardonner, au nom du peuple, les graves dérives commises dans la gestion de la lutte antiterroriste. La loi sur la concorde civile, promulguée en 1999, puis la Charte sur la paix et la réconciliation nationale, soumise à référendum sept ans plus tard, absolvent l'armée. En même temps, des critères d'amnistie particulièrement flous permettent de blanchir les terroristes des accusations portées contre eux. Cette double amnistie, qui a réduit considérablement la violence dans le pays, n'a toutefois pas restauré la sécurité. Des attentats sporadiques continuent à se produire dans certaines régions du pays. Même la capitale est visée. En 2007, un camion piégé a ciblé le palais du gouvernement.

Promesses non tenues

Pour plus d'une raison, les Algériens sont incapables de tourner définitivement la page. Ils ont encore très peur. Selon certains, la mansuétude présidentielle est surtout un gage d'impunité à l'égard de ceux qui ont réduit le pays à feu et à sang. Des organisations des Droits de l'homme réclament le jugement des terroristes. Alors que d'autres pensent que le même traitement doit être appliqué aux militaires, compte tenu de leur responsabilité dans la guerre civile. Face à ce genre d'exigences,

Bouteflika ne souffle mot. En public, il estime simplement avoir fait de son mieux pour pacifier le pays.

Son auto-satisfecit s'applique à d'autres chantiers dans lesquels il s'est engagé. Ses ministres font l'éloge de réformes réussies, en dépit de constats mitigés. C'est le cas dans le secteur de la justice que Bouteflika a voulu moderne et indépendante. Le chef de l'État n'a pas gagné, non plus, sa guerre contre la corruption. Cette pratique a continué au cours de ses trois mandats. L'augmentation de la rente pétrolière, suite à l'envolée des prix du pétrole et du gaz au début des années 2000, a démultiplié les réseaux illécites, y compris dans les arcanes de l'État, provoquant des scandales en série. Pour bon nombre d'experts économiques, Bouteflika n'a pas réussi à exploiter le boom dans le marché des hydrocarbures pour relancer la machine de la production et améliorer la vie de ses compatriotes. Il a lancé des projets surdimensionnés d'infrastructures et d'équipements alors que la population subit inexorablement les effets de l'inflation et du chômage.

En dépit du recours abusif des autorités au dopage des chiffres de l'emploi, le chômage reste endémique. L'absence de perspectives professionnelles conduit des jeunes par milliers à quitter le pays. Le nombre des *harragas* (nom donné aux migrants clandestins) augmente. De temps en temps des émeutes secouent le quotidien des habitants. Très souvent, elles ont des raisons sociales. Mais le mal-être des Algériens s'explique aussi par un manque patent de liberté. On reproche au Président de n'avoir pas tenu ses promesses d'ouverture démocratique. Il a délibérément verrouillé les médias (pénalisation du délit de presse en 2001), les partis politiques, les syndicats et le tissu associatif.

Aujourd'hui, alors que son troisième mandat tire à sa fin, Bouteflika tente de se rattraper. Le Printemps arabe qui a balayé certains de ses homologues de la région, l'a contraint à faire des concessions. Il a levé l'État d'urgence, a dépénalisé le délit de presse et a autorisé la création de nouveaux partis. Toutefois, ces réformes ont un parfum de fin de règne. Aujourd'hui, personne n'est capable de dire qui sera choisi pour lui succéder. Deux ans avant la fin de son mandat, la course est, en tout cas, ouverte. ■



ÉCONOMIE LE GRAND GÂCHIS

Des ressources énergétiques, une population jeune, des réserves de change en milliards... L'Algérie a tout pour peser sur le marché mondial. Pourtant, son économie ne parvient pas à décoller, prise au piège d'une politique étatique trop interventionniste et du manque de vision des dirigeants. **Par Mélanie Matarese**

Quatrième puissance économique arabe, troisième producteur de pétrole en Afrique, deuxième pays le moins endetté de la région Moyen-Orient/Afrique du Nord grâce à des réserves de changes qui dépasseront les 200 milliards \$ d'ici à la fin de l'année... Les classements internationaux font de l'Algérie une véritable championne, de même que les statistiques : une population à 70 % âgée de moins de 35 ans, une superficie agricole de plus de 200 millions d'hectares, soit l'une des plus vastes au monde, et un potentiel de production d'électricité équivalent à 5 000 fois la consommation annuelle grâce à l'ensoleillement dans la région du Sahara.

Pourtant, l'économie algérienne ne décolle pas. La croissance dépasse à peine les 3 %, la production nationale ne rapporte que 1 milliard \$ par an et le chômage touche 30 % de la population (10 % officiellement).

De quoi l'Algérie souffre-t-elle ? La plupart des économistes diagnostiquent le même symptôme : le *dutch disease*¹. « Nous sommes en train de payer des années de spécialisation dans les hydrocarbures. Nous avons fait fausse route, rendu l'économie vulnérable, bloqué l'investissement et la création d'emplois », analyse Samir Bellal, enseignant en économie à l'université de Guelma. La situation est critique à un tel point que pour la première fois, le Forum des chefs d'entreprise (patronat) a rassemblé, en mars dernier, les plus prestigieux économistes et des

certains d'entrepreneurs pour discuter de pistes pour sortir de cette économie de rente. « Il est temps de séparer notre économie des hydrocarbures », martèle Abdelmadjid Attar, ancien p.-d. g. de Sonatrach. *Et d'investir dans un nouveau modèle de consommation énergétique avant qu'il ne soit trop tard.* » Car les prévisions les plus pessimistes tablent sur un épuisement des ressources d'ici 15 ans pour le pétrole, 25 ans pour le gaz.

Un scénario catastrophe que n'enviagent pas d'autres spécialistes de l'économie, persuadés que pointer la rente du doigt équivaut à se tromper d'ennemi. « On a une vision phobique des hydrocarbures ! », s'emporte Mourad Preure, expert pétrolier. *Alors qu'ils nous ont donné l'occasion de connaître une industrie, d'opérer des gisements compliqués, des raffineries. Les Algériens ont acquis un niveau d'excellence en apprenant à maîtriser des technologies pointues que le Moyen-Orient s'arrache.* » Pour cet enseignant en stratégie, l'Algérie souffre plutôt d'un manque de vision. Karim Djoudi, le ministre des Finances, en donnait une triste illustration au début de l'année en se félicitant que les réserves de change permettent à l'Algérie de couvrir trois années d'importations. « Voilà la preuve que l'Algérie n'a pas de projet, poursuit Mourad Preure. Nos gouvernants ne savent pas où ils veulent aller. On parle d'industrialisation. Mais est-ce que ça veut dire implanter une usine Renault qui ferait de nous une destination de main-d'œuvre low cost ? Ou ambitionner d'avoir une véritable politique automobile ? »

Une économie ouverte

À sa décharge, l'Algérie paie un retard pris au mauvais moment. Alors que l'économie mondiale traversait une décennie clé à partir des années 1990 – avec la chute du Mur de Berlin et l'explosion des nouvelles technologies, le monde s'est interconnecté – l'Algérie essayait de survivre au lieu de s'occuper de transformations structurelles.

Mais aujourd'hui, alors que les négociations entre Renault et le gouvernement algérien pour l'ouverture d'une usine de montage sont relancées, et que le président Bouteflika vient d'autoriser un crédit national de 100 milliards de dinars et d'accorder 400 hectares de plus aux Émirats d'EIIC pour l'achèvement d'un parc écologique et touristique à l'ouest d'Alger, la question de la stratégie économique est plus que jamais posée. « Bouteflika a livré le pays aux étrangers, s'emporte un patron de PME. On a cru qu'Ahmed Ouyahia, Premier ministre, allait mener une politique plus protectionniste, surtout après les scandales d'Oracom et de Lafarge. Mais il n'en est rien. »

Chiffres à l'appui, des études montrent que l'Algérie est en effet le pays dont l'économie est la plus ouverte de la région MENA. Et la facture des importations s'alourdit chaque année un peu plus : 46 milliards \$ en 2011 contre 40 milliards \$ en 2010, avec un record pour les produits alimentaires dont la hausse a dépassé les 70 %.

Premières victimes de cette politique : les entreprises nationales, pri-

vées mais aussi publiques, qui, face à la concurrence étrangère, subissent de sévères difficultés. Cette fragilité étant aussi la conséquence de l'économie planifiée adoptée dans les années 1970. «*Les dégâts sont aujourd'hui visibles sur le tissu économique*, analyse Camille Sari, docteur en sciences économiques. *D'une part, les entreprises publiques ont été très mal gérées et mal configurées pour un marché si étroit. D'autre part, cette politique n'a pas permis l'émergence de vrais acteurs économiques comme il en existe aujourd'hui en Turquie.*» Les entreprises de plus de 10 000 employés sont toutes publiques et les PME, qui représenteraient 94% des entreprises, n'assurent que 52% du total de la production privée hors hydrocarbures.

Saisissant l'urgence de la situation, le ministère de l'Industrie a été chargé de mettre en place un plan de «*mise à niveau*» d'ici à 2014, à destination de 20 000 PME, doté d'un budget de plus de 4 milliards \$. «*Il y a urgence à recentrer l'économie sur ces entreprises*, plaide Réda Hamiani, président du Forum des chefs d'entreprise. *L'État doit les laisser créer de la richesse et investir en allégeant la bureaucratie qui étouffe les initiatives.*»

La place de l'État

Mohamed Cherif Belmihoub, directeur de l'École nationale supérieure de management, insiste aussi sur la nécessité de «*réserver à ces entreprises un climat des affaires sain et de véritables marchés, pas seulement publics. On doit sortir de la logique du budget de l'État.*» Malgré l'échec de cette politique dans les années 1970, l'État récidive en 2010 en réponse à la crise mondiale. «*L'Algérie a attendu la venue d'investisseurs privés pour les grands projets et personne n'est venu*, justifie Sid Ali Boukrami, secrétaire d'État aux statistiques. *Le secteur public va investir 3 900 milliards de dinars. Un chiffre énorme. Ce n'est pas un choix, c'est parce qu'il n'y a pas d'alternative à cela.*»

C'est un fait: les investisseurs étrangers rechignent à venir en Algérie. La destination Algérie étant perçue, en effet, comme peu fiable, les IDE se limitent à des activités «*extractives*» dans le secteur pétrolier, aux télécommunications ou aux marchés publics de la construction et des travaux publics.

Résultat: des budgets sans précédent sont alloués aux entreprises publiques économiques – 16 milliards \$, dont plus de 6 milliards pour la réhabilitation du seul secteur industriel public.

Cette option a permis des réalisations importantes (routes, logements, écoles) «*mais elles restent "physiques" et obéissent à une idéologie*, explique Samir Bellal. *Notre personnel politique continue de croire que le développement ne peut pas être autre chose que l'œuvre du secteur public. Mais je ne connais aucun pays émergent dont le dynamisme repose sur cette philosophie.*»

En réalité, le système politique algérien, malgré les multiples réformes économiques presque toutes avortées, reste attaché aux interventions de l'État en matière économique. 90% du financement de l'économie algérienne dont plus de 77% du secteur privé, se fait par... les banques publiques. Seuls 10% du financement de l'économie sont pris en charge par les banques privées.

«*L'implication directe des dirigeants politiques dans la gestion des affaires économiques est le plus souvent la seule justification de leur maintien sur le pouvoir en leur permettant d'effectuer une redistribution clientéliste de la rente pétrolière*», résume Mahrez Hadjseyd, docteur en économie. Si l'Algérie ne parvient pas à rompre avec sa dépendance aux hydrocarbures, «*c'est parce que de mauvaises décisions sont prises sur des considérations politiques*, ajoute Samir Bellal. *Rien ne justifie le maintien d'un secteur public déficitaire ou le maintien des subventions sur les produits alimentaires de base (lait, sucre, huile). Mais cela suppose des sacrifices que le pouvoir refuse d'imposer à la population car il doit avant tout maintenir la paix sociale.*» ■

1. Un terme utilisé pour définir le syndrome consécutif à la crise des années soixante aux Pays-Bas, après la découverte d'importants gisements de gaz qui ont déséquilibré l'économie du pays.

DES DIPLÔMÉS INADAPTÉS AU MARCHÉ MONDIAL

Pour l'Office national des statistiques, le taux de chômage chez les diplômés de l'enseignement supérieur toucherait 21,4%. La Banque mondiale estime quant à elle qu'il se situerait à 75%. Elle précise dans un rapport daté de 2010 que 50 000 jeunes diplômés sur les 120 000 qui sortent chaque année des universités rencontrent des difficultés pour trouver un emploi. L'inadéquation entre cette force de travail et le marché du travail en Algérie s'explique, pour l'économiste Camille Sari*, par «*l'inadaptation du système éducatif, affaibli par une politique d'arabisation forcée alors qu'il aurait fallu multiplier l'apprentissage des langues, et dépassé par des enseignements qui ne sont pas toujours mis à jour.*»

Dans une politique générale de développement de la formation, les chefs d'entreprise plaident aussi pour l'alternance (jeunes formés à la

fois à l'université et en entreprise) et la création de passerelles entre les entreprises et les universités, deux mondes aujourd'hui complètement coupés. «*Il faudrait aussi inciter une partie de l'élite algérienne partie à l'étranger à revenir*, poursuit Camille Sari. *Comme le fait par exemple le Maroc, qui organise tous les ans des rencontres avec les associations estudiantines et les entreprises. L'Algérie devrait aussi créer des pépinières d'entreprises, c'est-à-dire subventionner les jeunes qui souhaitent se lancer sur le marché. La Chine subventionne des zones d'activités où le mètre carré est à 1 euro! Je connais de jeunes Algériens qui aimeraient s'installer à leur compte mais que le prix du foncier décourage...*»

* Auteur de *Algérie et Maroc: quelles convergences économiques?*, Ed. Cabrera, 18,90 euros.



TROIS QUESTIONS À...

Luis Martinez

directeur de recherche au
Centre d'études et de recherches
internationales (CERI)

Comment expliquez-vous la culture algérienne du secret dans la gestion de la manne pétrolière ?

Je ne dirais pas qu'il y a une culture du secret, mais davantage une absence d'institution capable d'exercer un contrôle sur les usages des revenus issus de la manne pétrolière. L'industrie des hydrocarbures mobilise des capitaux considérables qui transitent par des circuits extrêmement difficiles à contrôler. De plus, une partie des revenus est souvent extraite pour financer des activités politiques (administrations, partis, associations, etc.); ce qui renforce les difficultés à exercer un contrôle. Sans société civile forte et exigeante, il est très difficile pour les populations des pays producteurs d'avoir un état des connaissances réel des usages de la manne pétrolière. Dans le cas de l'Algérie, on retrouve ces handicaps. De plus, les revenus pétroliers représentent plus de 90% des revenus issus des exportations, c'est dire à la fois la dépendance extrême de l'Algérie au marché international, et en même temps le danger pour le gouvernement, dont le budget dépend à 70% de la fiscalité pétrolière, de disposer de moyens pérennes pour une politique économique.

De quelle manière s'exerce, ici, la violence de la rente pétrolière ?

La rente pétrolière a produit des effets pervers extrêmement violents sur le système politique: tout d'abord elle a favorisé des expérimentations catastrophiques sur le plan économique, les «industries industrialisantes»; elle a favorisé la consolidation d'un régime autoritaire et clientéliste; la richesse pétrolière a conduit à

réduire la culture du compromis. L'échec de la transition politique en Algérie en 1990 est révélateur: seul un pays riche pouvait se permettre une guerre civile...

Vingt ans après, on voit bien que la Tunisie, l'Égypte, le Maroc préfèrent le compromis avec les islamistes, suivant le modèle turc, moins coûteux pour l'économie et salvateur pour la population.

Avec 200 milliards de dollars de revenus, l'Algérie va-t-elle, enfin, commencer à redistribuer ses richesses naturelles ? Ou est-ce un rêve ?

Les transferts de revenus via les investissements publics, à travers les différents plans du gouvernement, sont conséquents, malheureusement ils reposent exclusivement sur les hydrocarbures. Le défi économique de l'Algérie, ce n'est pas de redistribuer les



revenus, cela ne fait que renforcer le système clientéliste, mais de diversifier l'économie qui demeure beaucoup trop fortement dépendante des hydrocarbures. Le pétrole hier, le gaz aujourd'hui, et le solaire demain, garantissent des revenus au gouvernement mais non un emploi et un avenir à la population. Pour y parvenir, il faut investir dans l'éducation, la recherche, le développement afin de créer des conditions de richesse diversifiée. Pour cela, l'Algérie a besoin d'une transition politique, de dirigeants politiques représentatifs et d'élus soucieux de leurs électeurs... Les atouts du pays sont nombreux, toutefois il risque de se transformer en «NIGERIA» s'il ne prend pas soin de sa population...

L'Algérie va fêter le cinquantenaire de son indépendance. Les Algériens ont fait beaucoup depuis la fin de la colonisation, mais ils n'ont pas réussi, depuis la fin du boumediénisme, à donner une perspective politique mobilisatrice. L'échec de sa transition en 1990 l'a traumatisée, l'Algérie est riche en réserves de dollars, et pauvre dans tous ses indicateurs économiques; sa richesse pétrolière est pour beaucoup une malédiction aujourd'hui; la population est profondément désenchantée, comme le montrent les dernières élections. En effet, l'Algérie a besoin de rêver. Reste que depuis trop longtemps, ce sont des cauchemars qui la hantent.

Propos recueillis par SLK

* Luis Martinez est un spécialiste du Maghreb et du Moyen-Orient. Il a publié, en 2010, *Violence de la rente pétrolière. Algérie - Irak - Libye*, Presses de Sciences Po, Paris, coll. Nouveaux débats, n° 21.



ZOUBIR BENHAMOUCHE, ÉCONOMISTE

DANS LE VISEUR DU PEUPLE ALGÉRIEN

Fin connaisseur de la société algérienne, l'économiste Zoubir Benhamouche livre une critique constructive du régime. Avec une cible claire : les institutions.

Propos recueillis par Nadia Henni-Moulaï

Dans votre ouvrage, *Algérie, l'impasse*, vous dressez un bilan acerbe de ces 50 années d'indépendance. Pourquoi ?

J'analyse les problèmes de développement de l'Algérie sous l'angle social. L'essentiel de cette étude montre comment les institutions brident le développement. Depuis les années 1990, l'Algérie vit douloureusement le bilan de 50 ans d'indépendance. On pensait le spectre de la guerre civile à jamais disparu.

Pourtant, la santé financière de l'Algérie n'a jamais été aussi bonne...

Comme vous le dites, l'Algérie n'a jamais disposé d'une telle aisance financière. Et pourtant, le contexte social n'a jamais été aussi dangereux. Il n'y a rien de paradoxal certes, l'État, ou ce qu'il en reste, dépense des dizaines de milliards dans des projets d'infrastructures.

Les choses avancent donc ?

Non, car il n'y a pas de véritable vision ! Sans stratégie, ni outils de pilotage des politiques publiques, comment être crédible ? Pour autant, parmi les différents gouvernants, certains ont été compétents...

D'où vient le problème ?

La nature des institutions, leur logique « extractive » est à revoir en profondeur. Elles sont sous la coupe de groupes d'intérêts dont le seul but est d'asseoir une domination sur la société, de jouir de la rente des hydrocarbures, en toute quiétude. C'est ce qui explique, d'ailleurs, que l'Algérie n'ait jamais mené les réformes structurelles nécessaires pour sortir de l'économie de rente. Tout ce qui a été fait depuis le début de la hausse du prix du pétrole, au début des années 2000, se résume à quelques projets d'infrastructures qui ont pu être financés uniquement grâce à la rente. Ces projets, qui auraient dû avoir un effet d'entraînement important sur l'économie, ont eu en réalité un impact limité.

Comment l'expliquez-vous ?

Pour maximiser l'impact de ces grands projets, les gouvernants auraient dû préparer l'économie à les recevoir en augmentant sa capacité d'absorption. Des réformes structurelles étaient nécessaires pour créer des conditions favorables au développement du secteur privé. Rien de cela n'a été fait. Pire, on a tout importé : matières premières, bien intermédiaires, et même main-d'œuvre. On a atteint le paroxysme du non-sens économique : un pays riche en main-d'œuvre non qualifiée a importé de la main-d'œuvre ! La grande autoroute aurait dû permettre l'émergence d'au moins un grand groupe de construction algérien, une sorte de Bouygues local. Non seulement cela ne s'est pas produit, mais les entreprises de construction locales n'ont pas profité d'un quelconque transfert de savoir. Tout ceci s'explique par la logique extractive des institutions.

Diriez-vous que le système était biaisé dès 1962 ?

Oui ! L'échec des acteurs politiques de l'indépendance et de ceux qui leur ont succédé, c'est de ne pas avoir été à même de bâtir des institutions indépendantes, basées sur des valeurs démocratiques. À mon sens, on touche là au nœud du problème.

Le développement passe aussi par la jeunesse qui, dans ce contexte difficile, semble désabusée. Pourquoi ?

Il y a plusieurs données qui entrent en jeu. La population est composée à 70 % de moins de 35 ans. Ils sont donc nés dans une Algérie indépendante. Si on considère la population âgée de moins de 50 ans, c'est-à-dire tous ceux qui sont nés après l'ère coloniale, cela représente 85 % des Algériens. Cette population qui n'a pas connu la colonisation vit sous le même régime, hérité de l'indépendance. Elle lui attribue son échec relatif à bâtir une société de progrès. Or dans ce régime anti-développement, les détenteurs du pouvoir sont nés avant l'indépendance pour leur majorité.



Il y a deux sociétés en Algérie, celle de 95 % de la population, et celle du régime et de ses affidés. Ces deux sociétés s'ignorent presque. L'une vit dans un climat économique et social délétère pendant que l'autre profite de la rente.

La crise politique et sociale que vit l'Algérie depuis les années 1990 est une crise de légitimité du pouvoir actuel. Le peuple, jeune, ne lui reconnaît plus de légitimité historique, et les urnes n'expriment pas sa volonté. Il y a deux sociétés en Algérie, celle de 95 % de la population, et celle du régime et de ses affidés. Ces deux sociétés s'ignorent presque. L'une vit dans un climat économique et social délétère pendant que l'autre profite de la rente. Dernier point, l'Histoire même de l'Algérie n'est pas enseignée. Le président lui-même l'a « reconnu » dans un discours récent. Difficile pour la jeunesse, dans ces conditions, de se sentir partie prenante du développement de l'Algérie.

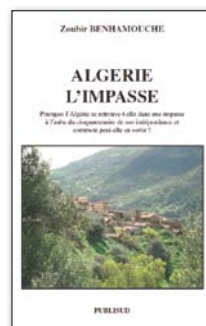
Quelles sont ses aspirations, justement ?

La jeunesse est tournée vers l'avenir et n'adhère plus aux vieux discours du parti unique. Nous vivons dans un monde globalisé et les nouvelles technologies de l'information, comme Internet, ont réellement permis de décloisonner les sociétés. Les jeunes Algériens assistent, impuissants, au bradage de leur avenir et au gâchis de leur immense potentiel. Cela ne durera plus très longtemps...

À l'occasion des festivités du cinquantenaire de l'indépendance algérienne, le pouvoir va-t-il tenter de redorer son blason ?

Vous savez, le pouvoir est accusé de manipuler la mémoire. Fort heureusement, les archives sont sans équivoque. L'information est plus facilement accessible. Le pouvoir – ou plutôt « les pouvoirs » – sait très bien que l'idéologie révolutionnaire n'a plus du tout bonne presse auprès du peuple. Il connaît parfaitement l'état de la société et son rejet du régime actuel. On ne peut fêter l'indépendance sans échapper à un bilan critique. Pas besoin d'être un expert pour voir qu'ils peuvent s'enorgueillir de bien peu de choses. En caricaturant à peine, l'Algérie est inexistante dans tous les domaines. Citez-moi un seul domaine dans lequel elle a prouvé quoi que ce soit ? Quelle technologie les Algériens ont-ils inventée ? La première université algérienne entrant dans le classement universitaire de Shanghai (Chine) était à la 1000^e place ! Au test international TIMSS de 2007, qui évalue les performances des élèves de 4^e année et de 8^e année, l'Algérie était parmi les derniers.

Les hydrocarbures représentent 98 % des exportations de l'Algérie : l'Algérie échange ses ressources naturelles contre des biens produits par les autres nations. Il y a 50 ans, la Corée était bien moins avancée que l'Algérie, aujourd'hui elle a un PIB par tête près de cinq fois plus élevé. Tout est dit ! ■



Zoubir Benhamouche
Algérie, l'impasse
Ed. Publisud, 2011, 17,80 €

LA SOCIÉTÉ CIVILE SE RÉINVENTE

L'influence du Printemps arabe est sensible en Algérie, où la société civile semble s'éveiller après plus de dix ans de léthargie. **Par Mélanie Matarese**

Les révoltes arabes ont fait bouger la société civile algérienne. Elle a pris conscience qu'elle devait s'organiser. Pour Abdou Bendjoudi, 27 ans, un des leaders du Mouvement des jeunes indépendants pour le changement, créé après les émeutes de janvier 2011, le vent du renouveau qui a soufflé sur les pays arabes a aussi fait sortir la société civile algérienne d'une léthargie de plus de 10 ans. « On commence à voir des revendications socio-économiques devenir politiques, s'inscrire dans un discours de rupture avec le pouvoir et ça, c'est nouveau. » Il y a encore un an, il était impossible d'imaginer un syndicat demander aux Nations unies d'intervenir dans un conflit entre des fonctionnaires et l'État. C'est pourtant ce que vient de faire le Syndicat autonome des personnels de l'administration publique (Snapap) en saisissant la commission onusienne des Droits de l'homme pour qu'elle intervienne auprès du gouvernement algérien « qui refuse de dialoguer avec les huissiers de justice, en grève de la faim depuis un mois ». Un avis que partage aussi la sociologue spécialiste des émeutes, Ratiba Hadj-Moussa. « Je vois dans la contestation des syndicats autonomes, inimaginables il y a peu, un vrai élan civil, relève-t-elle. Il s'agit peut-être de très petits sit-in, mais ils pourraient ébranler le socle sur lequel repose le pouvoir politique. »

Une nouvelle étape se profile dans ce que Noureddine Hakiki, sociologue directeur du laboratoire du changement social à l'université d'Alger-II, définit comme un « rapport de forces entre une société civile formelle organisée et téléguidée par le pouvoir pour assurer son hégémonie idéologique, et une société civile informelle qui échappe à son contrôle et qu'il essaie de combattre ».

Dans la première se bousculent les restes des anciennes organisations de masse du parti unique – l'UNEA (union des étudiants), l'UNFA (femmes algériennes), l'UGTA (principal syndicat des travailleurs) – mais aussi les notabilités locales – représentant des Touaregs, chefs de zaouïas – que le président Bouteflika rencontre à chacun de ses déplacements à l'intérieur du pays. Cette « société servile », selon l'expression du journaliste-romancier Mustapha Benfodil, comprendrait officiellement 81 000 associations. Un chiffre qui fait sourire Noureddine Hakiki. « Les études que nous avons menées dans notre laboratoire montrent qu'en réalité, 80 % de ces associations n'ont aucune assise : aucun bureau (juste un président) et aucune activité ».

Dans la seconde se retrouve une petite dizaine de mouvements qui contestent le système : certains syndicats autonomes, la Ligue algérienne pour la défense des Droits de l'homme ou le

Mouvement des jeunes indépendants pour le changement. « Il faut bien comprendre quelle est la logique du régime, explique un ancien activiste du mouvement Bezzef! Il ne supporte pas que quelque chose existe en dehors de lui. C'est la mentalité du parti unique, qui est lui-même né de la méfiance des fondateurs du FLN envers le multipartisme qui le croyaient responsable du blocage du mouvement national au début des années 1950. Résultat : il est impossible d'exister dans un entre-deux, on ne peut être qu'avec lui, ou contre lui ». En guise de preuve, Yacine Zaïd, membre du Conseil national de la Ligue algérienne pour la défense des Droits de l'homme et du Comité national des droits des chômeurs, dénonce « ces mouvements fabriqués par le Département du renseignement et de la sécurité (DRS), qui naissent et disparaissent, soit pour nous dire que l'OTAN est à nos portes, soit pour nous inciter à voter. Et que l'on retrouve jusque dans les mosquées ! »



L'INFO QUI MANQUE

Avec 120 000 fans sur leur page Facebook, le groupe Envoyés spéciaux algériens, pourtant composé de journalistes amateurs, s'attaque aux médias traditionnels. Leur slogan : l'info qui manque. « En Algérie, où la télé fonctionne encore comme il y a 30 ans et où les journaux ne sont pas encore tous indépendants, proposer une information alternative ne pouvait que marcher ! », s'enthousiasme Sabrina, une des membres du groupe. Le site nessnews.com a vu le jour il y a quelques mois.

En Algérie, où l'accès à Internet est encore peu généralisé – seuls 3 millions

de foyers sont connectés – la situation n'est pas comparable à celle de la Tunisie où 60 % des internautes possèdent un compte Facebook, soit trois fois plus que les Algériens. « Mais grâce à l'Internet, l'information que nous devions trouver dans la presse est désormais disponible tout de suite, résume Abdou. Ce système de partage de nouvelles est une nouvelle façon de communiquer mais constitue aussi un moyen de pression. » Jeudi 14 juin, une opération a été lancée sur les réseaux sociaux : des centaines de messages sur Twitter et sur Facebook ont appelé au départ d'un ministre.



En Algérie, la société civile a retrouvé la parole, après des années de musèlement. Ici les membres de l'Alliance pour l'Algérie verte, qui manifestent pour dénoncer la fraude électorale.

Si l'État a compris depuis bien longtemps l'enjeu du contrôle des contre-pouvoirs (plusieurs rapports d'ONG dénoncent la technique du clonage utilisée par le pouvoir, consistant à créer une dissidence au sein des mouvements pour les faire implorer), il a aussi compris combien il était important de canaliser les aspirations sociales nées du Printemps arabe. À sa façon. En juin, le Conseil national économique et social, avec quelques fidèles qui gravitent autour du pouvoir – mais en l'absence des associations d'opposition – organise les « Assises de la société civile » et promet une série de réformes dont celle des associations. Le président Bouteflika, pressé par Hillary Clinton de « laisser le peuple décider pour lui-même » peut ainsi donner l'image d'un État à l'écoute de sa société. Mais lorsque le projet de loi sur les associations est adopté à l'Assemblée nationale en décembre dernier, à Oran, en Kabylie et à Alger, de nombreuses associations organisées en collectif réclament

son retrait au nom d'un « verrouillage déguisé ». « Finalement, la situation est pire depuis 1999 (arrivée au pouvoir du président Bouteflika) qu'à l'époque du parti unique, analyse Abdou, interpellé neuf fois depuis le début de l'année. Car il a non seulement créé une société civile parallèle, mais il s'acharne à combattre tous ceux qui ne veulent pas rentrer dans les rangs. »

Que ce soit pour emmener des enfants handicapés à la mer, distribuer des paquets de semoule pendant le ramadan ou proposer des cours de soutien scolaire, les associations ont donc intégré le fait que pour exister il valait mieux se faire le plus discret possible. « D'autant que dans l'ombre, les partis politiques, faute d'emprise sur la société, guettent les mouvements les plus médiatisés dans lesquels ils pourraient faire de l'entrisme et regagner la crédibilité qu'ils n'ont plus », ajoute Mourad, rapporteur pour des ONG des Droits de l'homme. La dernière à en avoir tiré la leçon, c'est la Coordination nationale pour le changement et

la démocratie (CNCD), née après les émeutes de janvier 2011. Après quelques mois, elle implose des suites de « tensions entre le RCD et le FFS », rappelle un des fondateurs du mouvement. « La CNCD, qui était tout de même la plus grande alliance politique depuis les années 1990, n'a jamais réussi à réunir plus de 2 000 personnes... Mais au fond, si on en est là, c'est parce que les Algériens se sont éloignés de la politique. » À l'origine de cette démobilité générale (empreinte du parti unique, anesthésie de la décennie noire), il faut aussi prendre en compte la récente paupérisation de la classe moyenne. Cette classe moyenne, « effrayée par le discours radical des classes populaires, préfère la situation actuelle au changement », explique le sociologue Nacer Djabi.

Les révoltes arabes ont en tout cas donné des idées aux jeunes algériens qui veulent exister en dehors du pouvoir : ceux de Nass el Kheir (« les gens bien ») sont actifs à l'intérieur du pays pour organiser des collectes de sang, reboiser ou aider dans les zones les plus enclavées. Ceux du Mouvement de la jeunesse indépendante pour le changement (MJIC) et du Rassemblement actions jeunesse (RAJ), multiplient les programmes de formation politique et citoyenne. Ceux de l'initiative Notre Algérie bâtie sur de nouvelles idées (Nabni) soumettront le 5 juillet au gouvernement une série de propositions mûries depuis plus d'un an, pour réformer l'administration, l'économie, la société... À Alger, leurs actions sont largement relayées par les réseaux sociaux, mais aussi la presse écrite, les journaux restant le seul espace d'expression accessible aux citoyens pour passer un appel de détresse, faire hospitaliser un enfant, goudronner leur rue ou obtenir un logement social, puisqu'aucun autre canal n'existe. « Mais la résonance de leur action s'arrêtera là. Ces mouvements ne peuvent pas être porteurs de changement, assure un ancien cadre de l'armée. Car l'État, issu de la lutte armée, ne comprend que le rapport de force. En 1997, il a négocié une sortie de crise avec les éléments armés du Front islamiste du salut, en marginalisant ses éléments politiques. On le voit bien dans l'actualité : il répond plus facilement à des émeutiers qui bloquent une route qu'à un groupe de jeunes qui revendiquent le droit de manifester... » ■

LES FEMMES À L'ASSAUT DE L'HÉMICYCLE

Les députées composent un tiers de l'Assemblée issue des élections législatives de mai. Mais certaines militantes doutent de leur volonté à promouvoir les droits de leurs concitoyennes. Car la plupart appartiennent au courant islamo-conservateur, réfractaire au changement.

Par Samia Lokmane-Khelil

L'Algérie aime collectionner les records. Elle vient d'en battre un nouveau en faisant élire 145 femmes au Parlement lors des législatives du mois de mai. Avec ce nombre, le pays devance l'ensemble de ses voisins du monde arabe et beaucoup d'États occidentaux, passant, en matière de représentation féminine au Parlement, de la 122^e place dans le monde à la 26^e. L'Hémicycle algérien compte en effet plus de députées que les parlements des États-Unis, de France et de Russie.

Avec aujourd'hui un tiers des sièges, les nouvelles élues se placent également loin devant leurs homologues en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Même les révolutions tunisienne et égyptienne n'ont pas fait mieux.

Alors que les députées étaient à peine 31 lors de la dernière législature, débutée en 2007, l'État algérien, en multipliant par cinq le nombre de femmes dans son Assemblée populaire nationale (APN), la chambre basse du Parlement, entend donner du crédit à la révolution qu'organise le palais d'El Mouradia afin d'anesthésier les revendications de la rue en faveur du changement. La consolidation de la représentation féminine au sein du Parlement compte en effet parmi les réformes politiques proposées et mises en application par le président Bouteflika en 2011. Dans le cadre de la révision de la loi électorale, une disposition oblige désormais les partis politiques à avoir un taux de 30 % à 40 % de candidates sur leurs listes électorales.

Ce système de quotas a constitué pendant de longues années une reven-

dication phare des associations pour la défense des droits des femmes et la promotion de leur visibilité sur la scène politique. Elles se sont mobilisées plus largement lorsque des partis conservateurs comme le Front de libération nationale, majoritaire au Parlement, ont décidé de s'opposer à l'adoption de la loi. Bouteflika est finalement intervenu en l'approuvant par ordonnance.

Des indiscretions font même état de son implication dans la sélection de candidates sur les listes électorales du FLN, dont il est le président d'honneur. L'une d'elles est Asma Benkada, ex-épouse de Cheikh Youcef El Kharadoui, de la mosquée d'El Azhar, en Égypte. Personne ne connaît vraiment les motivations de ce choix, d'autant que sa bénéficiaire n'a jamais milité pour le FLN et a sur-

tout défrayé la chronique à la suite de son divorce avec le chef religieux, connu comme étant un proche du Président algérien. En bonne place dans une circonscription de la capitale, Benkada s'est trouvée tout naturellement parmi les 208 élus du FLN qui se sont accaparés environ la moitié des sièges du Parlement. D'autres femmes, plus ou moins connues, ont également fait leur entrée à l'APN. Parmi elles figurent Naïma Madjer, ancienne speakerine de la télévision algérienne et sœur de l'ex-vedette internationale du ballon rond, Rabah Madjer, ainsi que des journalistes des médias publics qui ont décidé de suivre les traces des aînées auxquelles l'APN a servi de tremplin pour faire une carrière politique.





ENTRETIEN

Dalila Lamarene-Djerbal

sociologue et membre fondateur du réseau Wassila, une ONG de défense des droits des femmes et des enfants

LES FEMMES JUGERONT SUR LES ACTES

Que pensez-vous de l'entrée en masse des femmes au Parlement ? S'agit-il d'une victoire ?

Je suis inquiète du manque de crédibilité de cette instance, l'Assemblée nationale. La présence en masse des femmes aurait été certainement un succès si cette assemblée et les élections qui l'ont fondée n'avaient pas été entachées de tellement de doutes, de suspicions et de dénonciation du rétrécissement des espaces d'expression, de l'absence d'accès aux médias pour les voix discordantes, des irrégularités sur les listes électorales et dans les opérations de scrutin, de l'arrestation de citoyens défendant le boycott... Tout ceci compromet la crédibilité de toute l'Assemblée, aussi bien des femmes que des hommes.

Ces députés ont-elles la capacité et la détermination de promouvoir les droits de la femme ?

Les citoyennes jugeront sur les actes. On ne peut pas préjuger de la valeur individuelle de ces femmes ou de leur volonté de changer certaines choses dans la condition des femmes. Pourront-elles néanmoins œuvrer pour l'instauration d'une véritable égalité des droits et des chances, pour une réelle citoyenneté, ou leur présence ne sera-t-elle que du saupoudrage dans une instance formelle, dont la composition répond aux oukases internationaux ? Il ne faut pas perdre de vue que la vie des Algériennes se joue et se jouera ailleurs, dans leurs luttes quotidiennes, qu'elles soient individuelles ou collectives.

Approuvez-vous l'application d'un système de quotas ?

Le système des quotas, avec la parité pour objectif, est une stratégie du combat mondial des femmes pour l'égalité. Cette

stratégie a été rendue nécessaire par la condition des femmes, caractérisée d'abord par une oppression de longue durée. On ne peut pas croire que des lois formelles suffisent à mettre fin à des siècles de discrimination. L'expérience concluante de certains pays montre qu'il ne s'agit pas uniquement d'une question d'arithmétique, mais que le système des quotas traduit un engagement à concrétiser l'égalité des chances entre les citoyennes et les citoyens. D'ailleurs, ce système devrait aussi être appliqué aux instances de direction dans toutes les sphères sociales, dans les institutions, les entreprises, etc.

Le préalable est donc le programme que l'on va défendre à travers l'application du quota. Son application exige aussi un État de droit, des élections transparentes, un débat d'idées avec toute la liberté d'expression nécessaire, l'accès aux médias etc. Malheureusement, jusqu'ici, rien, ni dans la loi qui reste inégalitaire, ni dans le discours social hégémonique résistant au changement, ne soutient les femmes à s'engager davantage dans la vie publique pour défendre l'égalité des droits.

Des représentantes du mouvement féministe se sont portées candidates sur des listes indépendantes. Que pensez-vous de leur démarche ?

C'est une forme d'organisation prévue par la loi, et elle donc tout à fait respectable. Toutefois, il est important que les initiatrices de ce genre de démarche soient porteuses de programmes et les défendent. Elles doivent utiliser toutes les tribunes pour faire entendre leur voix à l'opinion publique. Elles doivent donner leur point de vue, formuler des propositions pour remédier aux problèmes qui agitent notre société, et défendre les droits des citoyennes et la justice sociale.

Des élues voilées

Dans la presse algérienne et étrangère, la promotion féminine de l'Assemblée 2012 déclenche une seule et même remarque : la plupart des élues portent le voile islamique. Une recalée notoire, Fatima Ismail, représentante du Front de la justice et du développement, un parti islamiste, avait même promis de se présenter à l'Hémicycle vêtue d'un *Niqab* (voile intégral). Elle a mené campagne en substituant la photo de son mari à la sienne sur la liste électorale. Il est impossible de dire si son choix de « couverture » est à l'origine de son échec. Mais à l'image de son parti (qui a glané sept sièges seulement), Ismail a fait pâle figure. D'autres femmes qui se sont lancées dans la course électorale en assumant leurs idées à visage découvert n'ont pas été plus chanceuses.

Nadia Aït Zai, juriste et militante féministe, n'a pas été plébiscitée par les votantes alors qu'elle s'est battue âprement pour l'instauration du système des quotas. Sa candidature répond à la volonté de plaider en faveur d'autres changements pour les Algériennes qui sont au cœur de son combat depuis des années. Une de ses batailles vise une transformation plus radicale du Code de la famille, une loi hybride sur le statut des femmes qui s'inspire en grande partie de la charia. Ce texte qui autorise la polygamie est vieux de 31 ans. En 2006, le président Bouteflika a procédé à quelques amendements dans les domaines du mariage, du divorce, de la tutelle parentale et de la garde des enfants, qui n'ont pas convaincu les associations féminines.

Aujourd'hui, la plupart pensent que mêmes nombreuses, les députées n'arriveront pas à bouleverser l'ordre établi et à faire progresser leurs droits. Pour cause, la majorité appartient au courant islamo-conservateur, représenté par le FLN et l'Alliance verte des partis islamistes.

Mais en dépit de ce constat, quelques militantes gardent espoir. Deux semaines après les législatives, un groupe formé d'universitaires et de syndicalistes a adressé un appel aux nouvelles élues, les exhortant à faire usage de leur position et à persévérer pour améliorer le sort de leurs mandantes. Il les a surtout exhortées à être vigilantes face à d'éventuelles manœuvres de leurs partis visant à les transformer en potiches. ■

ALGÉRIENS DE L'ÉTRANGER UNE FORCE INEXPLOITÉE

Les Algériens de l'étranger sont-ils considérés à leur juste valeur en Algérie? Pas sûr. Pourtant, beaucoup d'entre eux nourrissent de grandes ambitions pour leur pays d'origine. Les dirigeants, eux, oscillent entre indifférence et condescendance... **Par Nadia Henni-Moulaï**

Le changement en Algérie pourrait-il venir de l'extérieur? La question mérite d'être posée tant les Algériens installés à l'étranger fourmillent d'idées pour faire bouger les lignes de leur pays d'origine.

Depuis le début de la décennie 2000, bon nombre d'entre eux tentent leur chance en Algérie. Comme Salim, 35 ans. «*Avec trois amis nous avons décidé de monter une société d'informatique. Après avoir trouvé un local dans la banlieue d'Alger, notre boîte a vu le jour.*» À l'époque, les quatre compères Franco-Algériens ne connaissent ne connaissent absolument rien au fonctionnement de l'administration. Aujourd'hui, ils y sont rompus...

Quand business rime avec galère

Les jeunes patrons enchaînent les démarches, parfois interminables. «*Tout commence par le registre du commerce chargé d'enregistrer la création de la société, mais aussi de valider son nom.*» Après deux mois de méandres administratifs, la société est lancée. Le jeu en vaut la chandelle, car les affaires fonctionnent très vite. «*Nous avions embauché huit salariés, des ingénieurs locaux.*»

Si, aujourd'hui, l'effectif est retombé à deux ingénieurs, Salim reste satisfait. D'abord par la qualité du recrutement: «*Nos ingénieurs sont compétents.*» Ensuite par esprit citoyen. Son entreprise repose avant tout sur un engagement personnel: «*C'est vrai que c'est difficile, mais nous n'avons pas envie de raccrocher.* À

travers ce projet, nous voulons participer à la construction de notre bled.»

Reste qu'après six années passées entre la France et l'Algérie, Salim et son associé voient cet Eldorado d'un autre œil. Par le prisme du réel, si l'on peut dire. Si leurs interlocuteurs locaux manifestent de l'enthousiasme à l'idée de les voir créer de la richesse, le pouvoir, lui, semble distant. Les transferts de fonds de l'étranger atteignent 2% du PIB contre 8% au Maroc. Difficile pour les Algériens de l'extérieur de peser...

Autre facteur d'explication, selon Salim, «*la culture du protectionnisme, très développée. L'Algérie pourrait s'appuyer sur sa diaspora, mais la crainte d'un détournement à des fins politiques prédomine.*» Une peur qui la pousserait donc à renoncer à ce vivier de compétences.

Valoriser les projets

Les Algériens de l'étranger, une menace? Hadj Khelil, lui, va plus loin. Selon cet entrepreneur algérien, qui a grandi dans l'Hexagone, «*la fuite, ou le rejet, des cerveaux est organisée par le pouvoir.*» Après avoir quitté la salle des marchés d'une grande banque londonienne en 2002, Hadj Khelil lance Bionoor, une entreprise de dattes biologiques. Ses plantations, situées en Algérie, le poussent à franchir la Méditerranée très fréquemment. Et son constat est sans appel: «*L'Algérie, c'est deux extrêmes: les missionnaires, ceux qui aident au changement, et les parasites!*» Tout l'enjeu

consiste à naviguer entre les deux. S'il rappelle qu'on peut s'en sortir sans corrompre, Hadj Khelil sait bien qu'il faut s'armer de patience. «*Avec l'administration, les échanges sont parfois épiques, mais on y arrive...*» Après quasiment dix ans dans les affaires, cet Algérien de France tire son épingle du jeu. Son chiffre d'affaires s'établit à 2 millions d'euros.

L'Algérie pourrait multiplier des succès comme celui-ci. À condition de valoriser les projets! L'association internationale de la diaspora algérienne (AIDA), destinée à faire du lobbying, vient d'ailleurs de voir le jour. Lancée par des Algériens d'Amérique du Nord, l'AIDA prévoit d'organiser la Diaspora business expo, en novembre, afin de valoriser les actions des Algériens du monde. Mais le pouvoir algérien ne semble guère enclin à accompagner cette communauté de l'étranger.

Home Sweet Home

Car, il faut le remarquer, l'Algérie ne dispose pas d'une diaspora à proprement parler. Comme le souligne Farida Souiah, chercheuse au Ceri-Sciences Po Paris, «*l'usage du terme diaspora concernant les Algériens de l'étranger est erroné; 85% d'entre eux se trouvant en France, il n'y a pas de dispersion de ce peuple comme cela est le cas chez les Arméniens ou les Juifs.*» Une précision qui prend tout son sens quand on sait que la diaspora suppose une structuration de ses représentants. Or, dans le cas algérien, l'inor-





ganisation est flagrante. Du coup, les initiatives venues des Algériens de l'étranger restent confidentielles. Et, il faut bien le dire, seuls les plus tenaces résistent.

« Je refuse de broser un tableau totalement noir de l'Algérie. Pourtant, sur d'autres questions, le pouvoir fait les yeux doux à sa communauté. » Selon Farida Souaih, « l'action du pouvoir à l'endroit des Algériens de l'étranger est peu significative sur le plan substantiel, mais réelle sur le plan symbolique. » Des progrès timides.

Parmi les projets lancés, « Home Sweet Home » inauguré en 2009. Le dispositif ciblait les Algériens basés à l'étranger. Objectif? Les inciter à investir au pays en allégeant la fiscalité. L'opération a été un flop. En cause, également, le manque d'information à ce sujet. L'État le sait bien, la commu-

nication est l'un des fers de lance du changement : « Le ministère des Affaires étrangères algérien, aujourd'hui en charge de ses ressortissants, l'a bien compris. Il mise dorénavant sur les nouvelles technologies. Dernièrement, il a refondu son site Internet », explique la jeune femme. Cours d'arabe ou d'amazigh sont ainsi proposés aux Algériens à l'étranger.

Autre mesure, l'attribution d'aides financières aux familles dites « immigrées » pour les vacances. S'appuyant sur un partenariat entre les pouvoirs publics algériens et les agences de voyage, ce dispositif passe, à ce jour, quasi inaperçu... Alors que les aides allouées peuvent représenter jusqu'à 50% du montant du séjour!

Les choses avancent donc, avant tout sur le terrain économique. Pas question pour le pouvoir d'ouvrir le champ poli-

tique, la peur d'un Printemps arabe plane chez les vieux caciques du pouvoir. Reste que les dernières élections législatives ont vu l'arrivée au parlement d'une Franco-Algérienne, Chafia Mentalecheta, de l'Union des forces démocratiques et sociales. Ancienne du Parti socialiste français, elle souhaite faire émerger les attentes des compatriotes installés dans l'Hexagone. Premier cheval de bataille? L'amendement de la loi de Finances 49/51 de protection économique. « Tout Algérien qui veut détenir plus de 49% du capital d'une société doit fournir une pièce d'identité délivrée par une mairie d'Algérie. Quid des Algériens de France dont la carte d'identité est émise par un consulat? C'est une discrimination à part entière! »

Pas de doute, un vent de changement venu d'ailleurs souffle sur Alger. ■

HOMME POLITIQUE

LE MONDE SELON LAKHDAR BRAHIMI

S'appuyant sur un long parcours professionnel extrêmement riche où il a occupé de nombreux postes de responsabilité – ministre des Affaires étrangères, envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, etc. –, Lakhdar Brahimi, à la retraite active, livre avec son franc-parler habituel sa vision sur les affaires du monde.

Hichem Ben Yaïche

Vous avez longtemps travaillé sur la résolution des conflits. De quelle manière construit-on la démarche pour pouvoir aborder et, plus tard, dénouer la complexité des crises ?

Vous savez, il n'y a pas de recettes. Il n'y a pas une démarche qu'on apprend une fois pour toutes et qu'on répète en toutes circonstances. Car aucun conflit ne ressemble à un autre. En réalité, il faut réinventer la roue à chaque fois. Si vous avez de l'expérience, vous allez là avec votre expérience – elle est extrêmement utile –, avec vos connaissances, avec ce que vous avez comme *background*, etc. Mais, en réalité, il faut réinventer la démarche à chaque fois.

Pour ce faire, il faut des outils. Comment les met-on en place ?

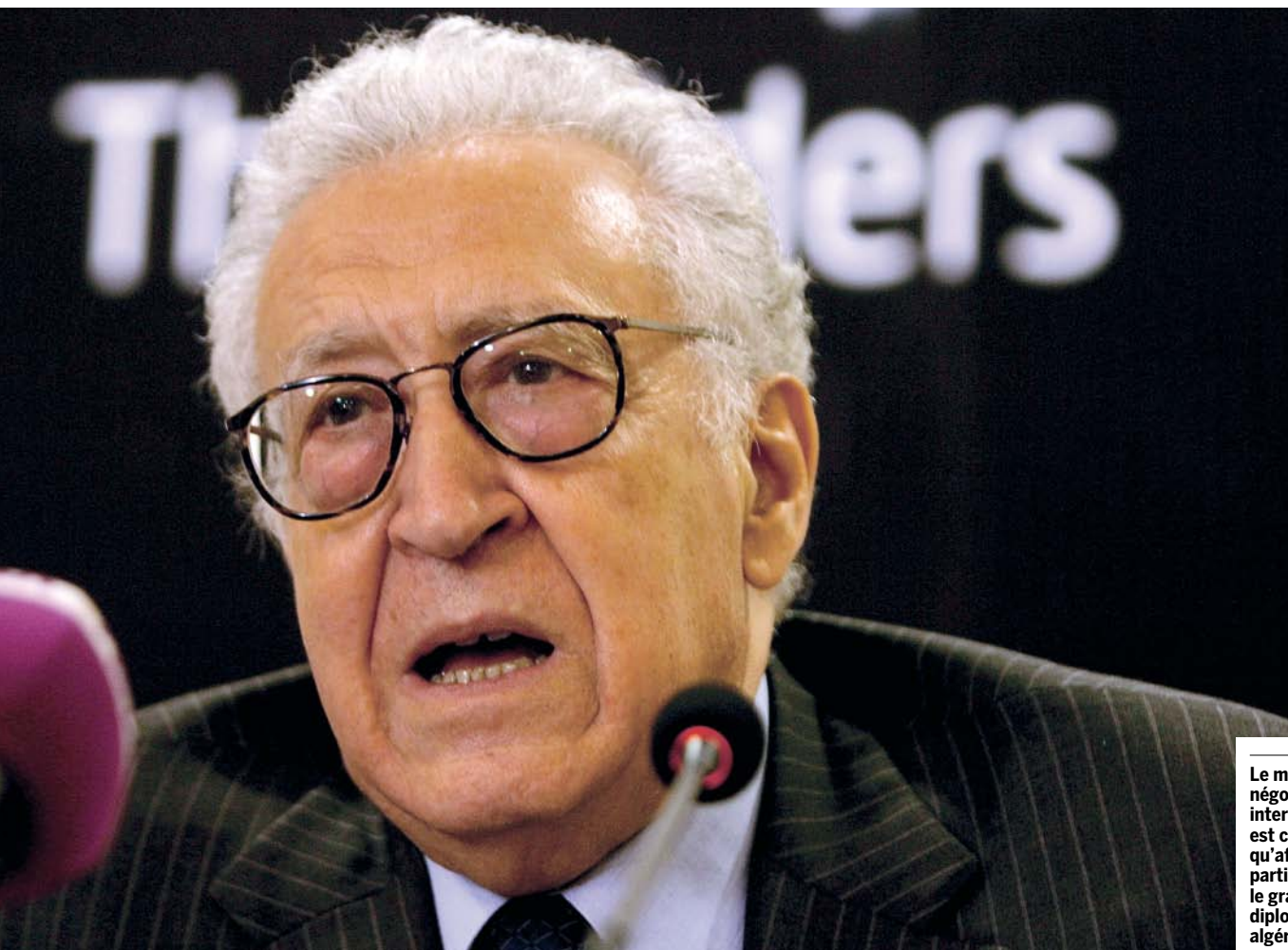
Justement, les outils avec lesquels vous vous présentez, c'est le mandat que vous avez, les gens qui vous ont mandaté, le soutien que vous avez dans la région, dans le pays ou à l'échelle internationale. Avec, en plus, votre propre personnalité, votre propre crédibilité, qui vous précède – si elle existe. Mais, après, il faut façonner votre chemin. Je vais vous expliquer comment : au Liban, quand a commencé la médiation – une initiative qui a contribué à mettre fin à la guerre civile –, je me suis rendu uniquement pour préparer le terrain à trois cents observateurs qui devaient venir pour essayer de superviser un cessez-le-feu qui existait ou qui n'existait pas, selon les jours. C'est tout. Mais dès que je suis arrivé sur place, je me suis rendu compte que ce plan n'était pas bon. Alors, j'ai dit à Chedli Klibi – il était à cette époque secrétaire général de la Ligue des États arabes : « *Ça ne va pas marcher. Ce n'est pas la peine d'envoyer ces 300 observateurs* ». Il m'a répondu : « *Mais enfin, c'est une résolution de ces pays. Ce sont eux qui ont décidé cela, on ne peut pas revenir en arrière* ». À la suite de quoi, j'ai dit : « *Non, ce n'est pas la peine, on va essayer de faire autre chose* ». Et on a fait autre chose. Cette démarche consistait à parler avec les gens sur place, à voir s'ils étaient prêts à faire la paix, etc.

Par conséquent, ce qui a commencé comme une mission d'observation d'un cessez-le-feu s'est transformé, avant même de commencer, en quelque chose de complètement différent. Et c'est cela, ce que je voulais dire au début : vous partez évidemment avec un mandat. Dans ce contexte, j'étais le représentant de trois chefs d'État : le Président algérien, le roi du Maroc et le roi d'Arabie saoudite. Voilà un exemple précis qui vous permettra de vous faire une bonne idée de ma démarche.

Pour tisser les fils du dialogue avec chacun des interlocuteurs, pour pouvoir négocier, comment procédez-vous ?

C'est en quelque sorte la partie « art ». Il y a des gens qui sont en conflit et vous allez d'abord leur parler et essayer de comprendre le point de vue de chacun. Ensuite, vous allez voir si vous pouvez rapprocher ces positions. Les conflits se déroulent à l'intérieur d'un seul pays, mais ils ont aussi des répercussions à l'extérieur. Ils affectent leurs voisins, mais ils sont aussi influencés par le monde extérieur. En tout état de cause, il y a toujours une base commune, en général, entre les parties qui sont en conflit. Chacun se dit Libanais, Afghan ou Congolais, etc. C'est déjà pas mal comme début. Il y a toujours, donc, une base commune. La méthode est d'amener toutes les parties sur ce petit « mouchoir de poche » – si je puis dire – et, ensuite, d'essayer de les aider à faire bouger les lignes. L'important, ici, est d'arriver avec un maximum de crédibilité et de confiance. Il s'agit de gens qui ne vous connaissent pas ou qui ont seulement entendu parler de vous. S'ils savent que vous êtes un ennemi ou que vous avez fait des déclarations contre eux, vous aurez mal commencé.

Quel que soit le départ que vous prenez, il faut d'abord construire sa crédibilité et le capital de confiance des gens. Car les interlocuteurs disent : « *Oui, on a entendu parler de ce type-là, on a de bons échos à son sujet, mais on va juger par nous-mêmes* ». Par conséquent, votre premier tour de piste consiste non seulement à comprendre le problème auquel vous allez vous attaquer – c'est extrêmement important –,



Le métier de négociateur international est celui qu'affectionne particulièrement le grand diplomate algérien.

mais aussi à établir votre propre rôle : qui êtes-vous ? Êtes-vous digne de confiance ? Savez-vous de quoi vous parlez ? Êtes-vous capable de comprendre ce qu'on vous dit ? Etc. Acquérir la confiance de tout le monde, c'est absolument vital. Et ce n'est pas facile !

Vous intervenez quand il y a vraiment des conflits très graves qui se déroulent. Mais le décalage entre ces situations dramatiques et les négociations qui prennent du temps et où il faut savoir être patient, constitue un vrai dilemme.

Absolument. Vous savez, dans ce domaine, l'idéal est d'intervenir avant que le conflit n'éclate. Et d'essayer d'empêcher les gens d'aller au clash. Cela dit, si vous parvenez à éviter un conflit, personne n'en parlera !

C'est un non-événement...

Oui, c'est un non-événement. Pour la personne qui fait ce travail, c'est l'idéal. Car l'idéal, pour moi, ce n'est pas qu'on dise : « *Lakhdar Brabimi a réglé ce problème* ». L'objectif est d'éviter qu'il y ait des problèmes et des morts. Mais cela arrive rarement, car les parties en conflit reconnaissent rarement qu'elles s'acheminent vers une crise qui va durer des années.

Depuis 1988, vous êtes investi dans ce type de missions, de l'Afrique du Sud à Haïti, à l'Afghanistan, en passant par l'Irak et d'autres pays africains. Quelle est l'origine réelle de ces conflits ? Quels en sont les enjeux cachés ?

Il y a toujours un problème de gouvernance : les gens ne sont pas satisfaits du gouvernement qu'ils ont ou qu'ils n'ont pas. Ce point est récurrent. Les ressources ou la pauvreté jouent toujours aussi un rôle. Vous savez, le Darfour, c'est une question de ressources. C'est une région qui a été très, très affectée par la désertification. Au départ, entre les pasteurs et les nomades, qui circulaient en permanence, et les sédentaires, qui sont des agriculteurs, il n'y avait absolument pas de problèmes. Car l'espace (les terres) était immense. Par conséquent, avec la désertification, l'assiette de terres fertiles a diminué considérablement. Comme vous savez, les pasteurs, les éleveurs suivent la pluie. Là où ils passaient depuis des années, peut-être des siècles, tout à coup, on leur dit : « *Ah, non, il n'y a plus de place pour vous* ». Et de justifier : « *Mais enfin, c'est notre route...* ». Ils s'entendent dire, dans le même ordre d'idées : « *Oui, mais maintenant, il n'y a plus de place pour vous* ». Un problème de ressources, donc, mais aussi, très souvent, des problèmes religieux ou ethniques.

Très souvent, les Nations unies donnent l'impression d'être un diplodocus. C'est une structure lourde, difficile à faire fonctionner et qui passe son temps à rattraper les événements. On a parfois le sentiment qu'elles sont en dehors de l'Histoire, tellement le décalage est grand. Est-ce une fausse image? Qu'en est-il au juste?

Non, elles ne sont pas en dehors de l'Histoire. Mais effectivement, c'est une machine lourde. C'est aussi une machine dont le moteur se trouve dans les capitales des pays membres. Pas chez Monsieur Ban Ki-Moon! La volonté politique, c'est celle des pays importants – pour le cas précis que vous êtes en train de considérer. Ce sont les États-Unis, quelques pays importants en Europe, et les voisins. En réalité, le moteur qui fait fonctionner les Nations unies, ce sont ces acteurs-là. Et je n'ai pas l'impression qu'on se rende compte complètement des dangers de la situation qui est en train de se créer en plein cœur de l'Afrique, à travers le cas du Soudan/Sud-Soudan, par exemple. Vous savez, le Soudan – l'ancien Soudan – a des frontières avec huit États. La réalité de cette partition a déjà contaminé d'autres pays. Essayons d'être encore plus précis: le Tchad et le Soudan, ce sont les mêmes tribus des deux côtés. Les conflits qui se déroulent au Congo, en Ouganda et en République centrafricaine se télescopent et s'alimentent mutuellement des problèmes qui existent dans chaque pays. Cependant, j'ai l'impression qu'on commence à vouloir faire quelque chose d'un peu plus sérieux. On va voir.

Vous connaissez l'Afrique, vous l'avez sillonnée, vous avez pu intervenir sur un certain nombre de conflits. Qu'est-ce qui explique que cette Afrique soit prise dans cette malédiction: elle est en permanence dans des conflits et des problèmes structurels de développement...?

C'est un continent qui a souffert d'un colonialisme tout à fait particulier. Un colonialisme d'exploitation pur et simple. Pratiquement, on n'a rien fait pour développer ces pays. C'est aussi parce que les frontières de cette région ont été tirées au cordeau, sur des cartes, à Vienne et à Berlin. On en arrive à cette absurdité même: les frontières passent au milieu d'une maison, pas seulement au milieu d'une tribu! Ce qui fait que les indépendances sont arrivées à un certain moment où les pays étaient totalement dépourvus – et désarmés – de tous les moyens pour se développer, et avancer.

En revanche, ce que vous dites au sujet de l'Afrique en panne et en régression, cela n'est pas tout à fait vrai. Ces dernières années, on a pu observer des progrès spectaculaires, dans plusieurs pays. Certains sont riches, d'autres le sont moins. Mais c'est quand même le continent qui se développe le plus rapidement. Évidemment, le point de départ étant très bas, ce n'est pas difficile d'avancer plus vite que les autres. Le taux de croissance de l'Allemagne – 1% –, cela suffit amplement aux Allemands, parce qu'ils ont déjà tout ce qu'il faut. Un taux de 10% en Afrique, cela veut dire que c'est un continent qui se développe très rapidement.

Mais qualitativement, ça reste à discuter.

Non, même qualitativement, ça avance! Vous savez, il y a des pays dans la zone Sud, comme le Botswana, qui

marchent très bien. La Tanzanie ne marche pas trop mal non plus. En Afrique de l'Ouest, le Sénégal est un pays qui fonctionne assez bien! La Côte d'Ivoire marchait très bien... avant d'être détruite. Il y a vraiment des progrès.

Aujourd'hui, on voit que le continent africain est devenu un objet de conquête, au regard de ses matières premières, pour la Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres. Craignez-vous que ce continent ne redevienne un enjeu pour les puissances?

Il y a une course de vitesse. Les Occidentaux étaient seuls et faisaient ce qu'ils voulaient. L'arrivée de la Chine, de l'Inde et, dans une moindre mesure, du Brésil, a changé la donne. Ils sont les bienvenus. Je ne vois pas pourquoi, quand la Chine achète du pétrole, on dit: «*C'est horrible!*» Quand ce même pétrole allait en Occident, on disait: «*C'est très bien!*»

Mais, là, il s'agit de prédation, de pouvoir de corruption...

Ah non, pas plus qu'avant! Moi, je ne vois rien, strictement rien, de différent entre la Chine et les pays occidentaux. Ce sont des gens qui viennent là pour chercher leur intérêt. Et ils font comme ils peuvent. Quand il faut corrompre, ils corrompent; quand il faut faire autre chose, ils font autre chose. En réalité, dans l'ensemble, peut-être que les Chinois se conduisent un peu mieux que les autres.

Vous êtes un négociateur reconnu, ayant une expertise et une longue expérience. Le conflit israélo-palestinien a connu de multiples occasions manquées, presque irrattrapables. Comment expliquez-vous qu'on ne soit jamais allé au bout d'une certaine volonté pour en sortir?

Pour faire court, disons que le conflit oppose deux parties totalement inégales. Israël est une puissance. Certains disent que c'est même la quatrième ou cinquième puissance militaire du monde. Par conséquent, les Israéliens tout seuls, déjà, sont extrêmement forts. Les Palestiniens, eux, n'ont strictement rien! C'est une population désarmée et bousculée à l'envi par l'occupant. C'est très, très inégal. Des négociations entre deux parties comme cela, ça n'a pas de sens. Lorsque vous demandez aujourd'hui aux Israéliens de négocier, ils disent: «*Négocier quoi? Pourquoi? Tout va très bien*». Ils ont la paix, ils occupent ce qu'il reste de la Palestine, ils y font absolument ce qu'ils veulent, et vous leur dites de négocier. Pour quoi faire? Ils ne peuvent même pas justifier pareille entreprise auprès de leur opinion. On fait valoir qu'il y a un problème de justice, que la communauté internationale voudrait quand même que les Palestiniens obtiennent un peu de justice. Parfait. Mais qui est-ce qui est à la tête de ce soi-disant effort d'aider les deux parties à négocier une «*solution acceptable*»? – c'est un mot un peu excessif: les États-Unis... Ces derniers vous répètent tous les matins: «*Nous sommes avec Israël à 100%*». En réalité, il est très clair, aujourd'hui, que la politique palestinienne et même la politique moyen-orientale des États-Unis est décidée par... les Israéliens! Ce qu'ils veulent, ils l'ont, grâce à Aipac, etc. Par conséquent, la négociation ne peut pas aboutir, c'est absolument impossible. Pour que la



négociation entre deux parties aussi inégales ait une chance de démarrer – même pas d’aboutir! –, il faudrait rétablir un tout petit peu l’équilibre. C’est-à-dire qu’il faut aider les Palestiniens à devenir un peuple fort, et les Israéliens un peu moins forts. Et même s’il y a une petite inégalité, il faudrait chercher une situation qui permette aux Israéliens de dire: «*Ah, non, non... on doit faire*».

Cette posture de puissance régionale et de domination intégrale est-elle tenable sur la durée ?

Non, ce n’est pas tenable. C’est une entreprise coloniale, qui peut finir d’une manière abrupte demain, mais qui peut durer encore longtemps. Elle ne durera certainement pas éternellement. Ce n’est pas possible. Écoutez, les Palestiniens, du point de vue du droit international, dans cent ans, encore, dans deux cents ans, ils auront le droit international de leur côté pour réclamer ce qu’on leur a enlevé. Ce qui fait que sur le plan du droit pur, les droits palestiniens sont imprescriptibles. Il faut donc voir quand ils vont être en mesure de les réclamer de manière convaincante. Car, pour le moment, les Israéliens disent: «*Eh bien, s’ils veulent négocier, ils n’ont qu’à venir...*» Mais ils continuent en fait à occuper la terre, à construire, à chasser les Palestiniens: «*C’est très bien, on a parlé... revenez la semaine prochaine, le mois prochain, l’année prochaine...*» Et il y a des gens en Israël qui ne se cachent pas pour dire: «*Écoutez, finalement, ces gens-là devraient partir, tout simplement!*»

Qu’est-ce qui explique que vous n’avez pas pu être associé à la résolution de ce conflit ?

Cela n’est pas possible. Il faut être accepté des deux côtés pour être un médiateur. Du reste, les Américains ne permettent à personne d’être médiateur. Voyez le Quartet, c’est devenu une plaisanterie. Moi, j’aurais honte de ce machin-là qui ne fait strictement rien. Monsieur Tony Blair, pour être charitable, a été décevant! Cela fait quatre ou cinq ans qu’il est là: il n’a strictement rien fait; les mauvaises langues disent qu’il habite à l’hôtel New-Colony, mais qu’il l’utilise comme base pour faire ses affaires. Il est beaucoup plus souvent au Golfe qu’en Palestine. Et il n’a strictement rien fait pour les Palestiniens!

Comment se fait-il que personne n’ait fait ce type de remarques ?

Si, il y a un responsable palestinien qui l’a fait, mais cela, c’est la tragédie des Palestiniens. J’ai rencontré l’un de leurs dirigeants, il n’y a pas longtemps. Ils sont tellement démunis. Les Européens et les Américains – surtout les Européens – viennent tous les jours leur dire: «*Écoutez, si vous élevez trop la voix, on vous coupe les vivres*». Ils ne peuvent pas payer les salaires à la fin du mois; vous savez, ils reçoivent tout au compte-gouttes. De l’autre côté, je l’ai fait observer à plusieurs reprises, le monde arabe a abandonné les Palestiniens.

Mais ce monde arabe existe-t-il vraiment ?

Oui, il existe. On le voit très bien avec le Printemps arabe. Ses contaminations ne sont pas innocentes...

Justement, avec ce Printemps arabe, y a-t-il, pour vous, un changement de paradigme ? Comment analysez-vous cette réalité bouleversée, plus d’un an et demi après ?

Vous savez, l’Histoire se développe très doucement et à son rythme. Vous connaissez cette anecdote, qui d’ailleurs n’est pas vraie, concernant Chou En-lai, à qui on demandait ce qu’il pensait de la Révolution française. Il a répondu: «*Il est trop tôt pour le dire...*» Le Printemps arabe est un événement gigantesque, mais il va passer par plusieurs phases et cela prendra des années avant qu’on voie la forme que les évolutions vont prendre. Ce qu’il y a, c’est un grand foisonnement d’idées. Les choses bougent énormément.

Pour vous, il y a un avant et un après ?

Absolument. Ce n’est pas seulement pour moi. Les dirigeants qui n’ont pas été affectés par le Printemps arabe le ressentent beaucoup plus que moi!

C’est un Printemps arabe à géométrie variable. On voit ce qui s’est passé en Libye, en Syrie, au Yémen, en Tunisie. Il y a certes un fil conducteur, mais la réalité diffère d’un pays à l’autre.

Il y a un fil conducteur. J’ai dit, dès que cela a commencé, que ce processus allait prendre des formes différentes d’un pays à l’autre. Parce que les pays sont dans des situations différentes, avec un niveau de développement différent. Regardez au Maroc: c’est une évolution pacifique. À l’opposé, voyez ce qui se passe en Syrie, ce qui s’est passé au Yémen, ce qui s’est passé en Libye.

N’êtes-vous pas inquiet par cette instrumentalisation de l’islam, aujourd’hui, qui semble partout à l’assaut ?

Si, je suis inquiet. Cela fait des années et même des décennies que ça dure. La confrérie des Frères musulmans a été créée dans les années 1920. Ce sont des gens qui disent, depuis cette époque-là: «*L’islam, c’est la solution*». Eh bien, c’est peut-être bien qu’ils aient l’occasion de montrer un peu ce qu’ils entendent par ce slogan et de le mettre au contact des réalités. On va voir ce que cela veut dire en matière de logement, d’emploi, d’éducation, d’organisation de la société, etc. En Turquie, les partis islamistes ou islamiques sont sur la scène politique depuis des décennies. Ils sont entrés au Parlement, ils sont même arrivés au pouvoir une ou deux fois avant d’être chassés. Aujourd’hui, ils ont surpris tout le monde, en se conduisant très bien et en faisant des choses excellentes pour leur pays. Par conséquent, si cela se passe ainsi chez nous, c’est tant mieux. Si cela ne se passe comme cela, c’est tant mieux aussi. Car cela veut dire que ce mythe de «*l’islam, c’est la solution*» va enfin être mis en perspective. Et on va en finir!

Par conséquent, par rapport à ce Printemps arabe, comme vous dites très bien, il y a un avant et un après, mais c’est quand même un processus lent, compliqué et même dangereux. Ce qui se passe en Syrie, c’est terrible. Ce pays ne sera plus le même. La Syrie de Papa Assad et de fiston Assad, c’est fini. Même s’il reste encore au pouvoir un, deux ans ou trois ans, c’est terminé. La Syrie qui existait avant Sidi-Bouزيد (ville tunisienne) ne reviendra plus!

Vous avez pu nourrir votre vision du monde par votre parcours, par la diversité de votre expérience, par vos voyages. Vous êtes plus que jamais un citoyen du monde. Comment vous définissez-vous à vrai dire ?

Je ne sais pas. Je n'ai jamais pensé à me définir. Je suis algérien. Très algérien. Arabe, africain, méditerranéen...

Citoyen du monde pour tout dire...

Naturellement, bien sûr. Vous savez, le monde dans lequel nous vivons, aujourd'hui, ce n'est pas le monde où j'ai commencé mon activité d'adulte, avec la guerre d'indépendance en Algérie, en 1954. Celui-ci a énormément changé. Dans l'ensemble, je crois que le monde a changé en bien. Le côté humanitaire, le côté solidarité s'est énormément développé. C'est magnifique. Mais, d'un autre côté, il y a aussi des développements qui font peur. Cette financiarisation de l'économie. Ça, c'est horrible. Quand vous dites que l'action de Volkswagen coûte 20 \$, qu'est-ce que cela veut dire au juste? Aujourd'hui 20 \$, un autre chiffre dans une semaine, alors que rien n'a changé chez Volkswagen! Quel est le sens de tout cela?

En vérité, cela se traduit par la création d'une richesse virtuelle, qui n'a rien à voir avec l'économie véritable. L'économie réelle est incarnée par vous, par moi et les gens qui travaillent. Ceux qui essaient de gagner leur vie « *en vendant la force de leurs bras* », comme disait Marx. La force des bras, justement, n'a plus aucun sens. Ce qui prédomine, ici, c'est cette spéculation entre quelques millions de gens sur les sept milliards que nous sommes. C'est une évolution difficile à comprendre, et à accepter.

Vous vous êtes souvent retrouvé au cœur de conflits horribles, avec de nombreux morts. Dans ces circonstances, comment dominez-vous vos instincts? Comment gérez-vous vos émotions? Qu'est-ce qui explique cette maîtrise de soi, chez vous ?

Il n'y a pas de maîtrise. Vous savez, on est capable de se mettre en colère, de pleurer... comme tout le monde. Vous me parlez de conflits durs, où il y a des morts, alors que le travail qu'on fait prend du temps. Oui, c'est cela le grand problème. Les gens qui s'occupent des Droits de l'homme sont souvent critiqués à l'égard des négociateurs. Ils disent souvent : « *Ils perdent leur temps, ils n'avancent pas, etc.* » C'est très bien de parler ainsi. Mais, quand vous avez un conflit opposant des gens qui trouvent que c'est justifié de tuer son voisin ou son frère, c'est un vrai problème! Celui-ci ne peut se résoudre en un ou deux jours, ou en un mois. Cela prend le temps qu'il faut. Il y a souvent des dilemmes, mais si vous voulez régler un problème, vous êtes obligés de le faire *aussi vite* que possible, mais pas *plus vite* que possible. Cela ne se fait pas. Au contraire, vous risquez de créer de nouveaux problèmes, de ramener la situation en arrière voire de l'empirer.

Comment intériorisez-vous les dossiers, entrez-vous dans tous les détails? Car tout l'art de la négociation et de son succès tient à cette maîtrise...

Je ne sais pas si je domine. Je fais des erreurs et des jugements qui ne sont pas corrects. Napoléon a dit :

« *Je n'ai pas besoin d'un général qui n'a pas de chance* ».

Parfois, on a de la chance. Quand je suis allé au Liban, tout le monde disait : « *Le pauvre, qu'est-ce qu'il va faire là?* » Mais j'ai eu la chance d'arriver au bon moment, où les gens étaient fatigués et voulaient la paix. On a réussi quelque chose. Par conséquent, parfois vous avez de la chance, d'autres fois, non. Ce que j'essaie de dire aux jeunes qui travaillent avec moi aux Nations unies, c'est que quand on voit des gens qui trouvent que c'est nécessaire, acceptable de tuer son voisin, il ne faut pas dire : « *Ce sont des salauds et des imbéciles* ». Au contraire, il faut chercher à comprendre, chercher à aider. Et quand on travaille pour une organisation plutôt que pour un gouvernement, c'est l'avantage que l'on a. On n'a pas d'agenda privé. Quand je suis en Afghanistan, je m'en fous de l'Amérique et même des Nations unies! Ma principale préoccupation, c'est l'intérêt des Afghans. Je leur dis : « *C'est ça qu'il faut essayer de ne pas oublier. Oui, vous êtes en train de travailler pour votre carrière, vous êtes en train de travailler pour vos patrons, etc., mais vous avez accepté de travailler pour les Afghans. Ce sont les Afghans qui sont vos maîtres, qui sont vos patrons.* » Et d'ailleurs, quand vous parlez ainsi, la confiance s'installe aussitôt. Les gens sentent cela. Vous savez, quand je suis en Afghanistan, je peux dire tout ce que je veux. Je peux critiquer toutes les parties. Personne ne dira que je fais ceci parce que j'ai un intérêt personnel, ou parce que c'est l'intérêt de l'Algérie ou l'intérêt des États-Unis, ou l'intérêt de qui que ce soit. Ils savent que je le fais dans l'intérêt, tel que je le comprends, du peuple afghan. Et ils acceptent ma position. Par conséquent, quand on fait ce travail-là, il faut accepter de s'approcher du mal. Encore autre chose que les gens des Droits de l'homme ou autres ont du mal à accepter. Ils disent : « *Vous vous asseyez avec des assassins, des tueurs, des violeurs, vous prenez le thé avec eux...* » Mais qu'est-ce que vous voulez? Une fois, on me faisait ce reproche au Liban, j'ai dit : « *Écoutez, je ne suis pas venu au Liban pour voir les "gens biens". Les Libanais "biens" sont à Paris. On peut les voir à Paris. Si je suis ici, c'est pour voir aussi et peut-être surtout ces gens peu recommandables.* »

Reste, aujourd'hui, une question fondamentale: votre pays, l'Algérie. Vous êtes loin de l'Algérie, mais vous êtes très attaché à ce pays. L'Algérie fête ses 50 ans d'indépendance. Mais on a le sentiment qu'elle fait du surplace, alors qu'elle a véritablement tous les atouts du monde. Comment faire pour que ce pays sorte de ces dilemmes majeurs ?

Là aussi, l'Algérie est un pays compliqué, difficile, etc. On peut le regarder de plusieurs côtés. Il y a plein de gens qui disent que c'est un pays qui piétine, qui n'avance pas. C'est pas tout à fait vrai. Vous savez, quand j'étais étudiant, en 1953-1954, nous étions 500 étudiants algériens en France et 500 étudiants à la faculté d'Alger : 1 000 étudiants! Maintenant, nous en avons 1,400 million. Nous étions peut-être mieux formés, mais nous n'étions que 1 000 ; sur 1,400 million, il doit bien y en avoir 100 000 qui sont beaucoup mieux formés que moi. Au moins 100 000! Ce n'est pas du retard. On n'a pas marché en arrière...



Très souvent, on observe ce décalage: il y a une jeunesse formidable, une richesse considérable, mais aucune traduction politique de cette richesse, dans les responsabilités...

C'est vrai! Nous avons eu un départ difficile. Nous sommes arrivés au pouvoir en 1962, mais aucun d'entre nous ne savait quoi que ce soit du pouvoir: comment diriger un pays, comment organiser un gouvernement... aucun d'entre nous! Nous avons tâtonné, et Ben Bella a un peu fait les frais de notre inexpérience, avec le coup d'État dont il a été victime. Boumediène a commencé à construire un État, mais, lui aussi, je suppose, son grand problème, c'est qu'il pensait qu'il avait le temps. Il est mort à 52 ans, une maladie soudaine qui l'a emporté. Il est mort dix-sept ans après notre indépendance. Dix-sept ans, ce n'est pas beaucoup dans la vie d'un pays qui partait de zéro. Il n'y a pas eu de passion entre les Français et nous. Ils sont partis, nous sommes arrivés, on a fait ce qu'on pouvait. Au cours de ces dix-sept ans, on a pourtant fait énormément de choses. La succession de Boumediène n'était pas préparée, parce que personne ne s'y attendait. Et toujours, il me semble, en raison de notre expérience, nous n'avons pas vu ce développement de l'islam – «*L'islam, c'est la solution*». On s'est réveillé en octobre 1988, et on s'est rendu compte que nos slogans – la guerre de Libération, nos martyrs, etc. – ne disaient plus grand-chose aux jeunes qui avaient entre 15 et 20 ans. On ne s'était pas rendu compte de cela. Et, à mon humble avis, le passage brutal, rapide, sous la pression, du parti unique à un multipartisme s'est fait sans préparation véritable. Et c'est cela qui a donné lieu à ces élections ratées et à la guerre civile qui a duré dix ans, avec peut-être 200 000 morts. 200 000 morts, c'est déjà horrible; mais il y a aussi la destruction de tout ce qui a été construit. Nous avons commencé à avoir une excellente base industrielle. Avec nos écoles, on avait presque atteint la scolarisation totale du pays. Celles-ci ont été brûlées, des usines ont été réduites en cendres. Pendant dix ans! Le revenu moyen était naturellement plus élevé en Algérie qu'au Maroc et en Tunisie. Pendant cette période, il est devenu inférieur à celui de ces deux pays. Depuis, la situation s'est redressée. On est en train de refaire toute l'infrastructure. On avait l'électricité dans pratiquement tous les villages; on est en train de la rétablir. Les routes, les trains, les barrages, tout cela est en train de repartir.

Qu'est-ce qui explique qu'aujourd'hui, l'Algérie n'arrive toujours pas à penser son présent? On parle toujours de cette guerre d'Algérie comme un prisme permanent, comme une référence immuable.

Je ne crois pas qu'elle ait du mal à penser son présent... Les gens de ma génération, c'est normal qu'on continue à penser à ce qu'on a fait nous-mêmes. Mais les jeunes générations portent de moins en moins le poids de cette guerre de libération. Ce qu'il y a, c'est que les jeunes ont de la difficulté à s'organiser. Nous avons le multipartisme intégral, mais il y a une dispersion du suffrage. Ce que je dis toujours, c'est que notre génération a traîné le pas. Nous sommes restés trop longtemps... Il est temps de partir, ça suffit! Mais il faut dire aussi qu'il n'y a pas de leadership.

Mais le leadership ne se décrète pas. Là aussi, il y a une question de gouvernance...

Oui, voilà! Il y a deux manières de le dire. Ou vous dites: il n'y a pas de leader, par conséquent, gardons les vieux. Vous pouvez aussi dire, et c'est ce que je dis: les vieux doivent s'en aller et les jeunes secréteront leurs propres leaders. Je crois que c'est ce qui est en train de se faire.

Hier, on parlait de l'« œuvre civilisatrice » de la France en Algérie. Aujourd'hui, avec 50 ans d'indépendance, comment définiriez-vous l'« œuvre civilisatrice » des Algériens ?

Moi, je ne parle pas d'œuvre civilisatrice. La présence de la France a été une œuvre de colonisation extrêmement dure et pénible. Les gens de ma génération disent à nos amis français: en 130 ans, vous avez mis à l'école 5 % de la population. En cinq ans après l'indépendance, nous avons mis à l'école 60 % de la population. Voilà comment juger l'œuvre de la France!

Et, donc, l'Algérie algérienne ?

L'Algérie algérienne, oui, je crois que l'Histoire sera très critique à l'égard de ma génération, après l'indépendance. Vous avez commencé à dire: l'Algérie a des moyens énormes, aussi bien matériels qu'humains, et nous n'avons pas su les exploiter. Je prétends qu'on avait commencé à le faire dans les années 1970. On avait commencé à le faire, mais cela a été cassé par la mort de Boumediène, mais pas seulement. C'est qu'on n'avait pas mis en place les institutions de gouvernance qu'il fallait pour que la mort d'un homme ne soit pas rédhibitoire. Cependant, sur le plan matériel, pendant les années 1970, on a fait de l'Algérie un grand chantier. Sur le plan de la formation, il y a maintenant des cadres algériens, dans tous les domaines, à travers le monde, mais qui sont partis dans les années 1990 à cause de la guerre civile. Il faut quand même reconnaître qu'on n'a pas fait ce qu'il fallait.

Il y a aussi cette autre réalité: l'économie algérienne est une économie totalement « de rente ».

Ce n'est pas tout à fait vrai. Oui, bien sûr, c'est une rente, parce que nous avons de gros revenus provenant du pétrole et du gaz. Mais il y a énormément de choses qui se font. Il y a une autoroute qui est terminée: elle va de la frontière du Maroc à celle de la Tunisie. Il y a l'électrification de tout le pays. Il n'y a pratiquement pas un village dans la montagne la plus reculée, dans le désert le plus lointain, qui ne reçoive pas l'électricité. Le gaz est en train d'entrer dans les maisons, dans les campagnes. On est en train de faire du travail. Sur le plan de l'éducation, il y a de petits centres d'excellence extraordinaires! Une école d'ingénieurs sort 250 ingénieurs par an, qui sont bons, et qui sont recrutés par des sociétés étrangères à leur sortie de l'école. En tant qu'Algérien ou pour toute personne qui s'intéresse à l'Algérie, il y a toutes les raisons d'être très critique. Parce que nous aurions dû faire beaucoup plus. Un pays qui a 1,400 million d'étudiants devrait avoir une vie culturelle beaucoup plus active. Ce n'est quand même pas

normal que sur le plan du théâtre et du cinéma, nous étions mieux dans les années 1960 et 1970 qu'en 2011 ou 2012! C'est tout à fait critiquable. Le journal en arabe qui a le plus grand tirage ne se trouve ni en Égypte, ni au Liban, ni nulle part ailleurs: il est en Algérie. Il y a deux journaux qui font un demi-million d'exemplaires par jour. Le pays du monde arabe où les éditeurs vendent le plus, c'est encore l'Algérie. Par conséquent, ce n'est pas un désert! Mais c'est nettement insuffisant au vu des moyens disponibles!

Êtes-vous optimiste pour les années à venir, pour l'Algérie, pour l'écllosion de talents ?

C'est la même chose que pour le reste du monde arabe. Évidemment, nous avons beaucoup plus de moyens que l'Égypte, et, par conséquent, nous sommes plus critiquables. Mais ce Printemps arabe est un tournant extraordinaire. Le problème, c'est qu'on va se développer à des rythmes différents; je suis très intéressé de voir la rapidité avec laquelle les Tunisiens se sont organisés. C'est là que cela promet le mieux sur le plan de la gouvernance, de la politique. En revanche, en Égypte, où on s'attendait à des améliorations, ce n'est pas le cas. Aussi bien en Tunisie qu'en Algérie, en Égypte, au Maroc, et ailleurs, on a changé d'étape.

De logiciel, vous vouliez dire ?

Peut-être qu'on va changer de logiciel; en tout cas, on a franchi un palier!

UN PARCOURS IMPRESSIONNANT

Ministre algérien des Affaires étrangères de 1991 à 1993, rapporteur, en 1992, à Rio de Janeiro, de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement, Lakhdar Brahimi commence une seconde carrière en 1993 au sein des Nations unies, suite à la proposition de Boutros Boutros-Ghali d'en faire son « représentant spécial ». Il est envoyé tout d'abord en Afrique du Sud, où il conduit la mission d'observation des Nations unies de 1993 jusqu'aux élections qui portent Nelson Mandela au pouvoir, en 1994. Puis à Haïti, entre 1994 et 1996, année au cours de laquelle il mène des missions pour résoudre des conflits au Nigeria, au Cameroun, au Burundi et au Soudan. Il part enfin en Afghanistan, de 1997 à 1999, puis de nouveau en 2001 et trouve une solution au conflit. Il conduit aussi le groupe d'experts qui rédige le rapport sur les opérations de paix de l'ONU, dit « rapport Brahimi ».



Au-delà des mots et des vœux pieux, pensez-vous que l'unification du Maghreb arabe – pour des Maghrébins si proches – va se débloquent dans les semaines ou les mois à venir ?

Les Tunisiens travaillent avec beaucoup de mérite. Les Algériens et les Marocains disent qu'ils sont d'accord. Évidemment, il y a la Mauritanie et la Libye. Mais je crois que ce sont ces trois pays qui forment le Maghreb. Moi, vous savez, je n'aime pas critiquer mon pays, mais je dis quand même, chaque fois que j'ai l'occasion de le dire, publiquement ou en privé, que c'est vraiment décevant que la frontière entre l'Algérie et le Maroc soit fermée depuis si longtemps. C'est d'une injustice terrible pour les familles qui sont à cheval sur les deux frontières. Oujda était une ville où il y avait plus d'Algériens que de Marocains. Et vous avez les mêmes familles. Ben Bella a rappelé avant sa mort, tout le monde le savait, qu'il était marocain, que son père était venu du Maroc. Enfin, nous sommes le même pays! Et puis, cette fermeture de frontière n'a aucun sens, aucun intérêt, aucune utilité.

Vous qui connaissez si bien le sujet, avez-vous une explication à cette absurdité ?

Je n'ai pas d'explication...

Une saute d'humeur ?

Non, pas une saute d'humeur. Enfin, il y avait peut-être des raisons objectives de fermer la frontière, mais pas de raison de la garder fermée pendant... 20 ans. On aurait pu faire un petit effort, se parler, etc. La question du Sahara est un vrai problème. Ce n'est pas un problème inventé. C'est un vrai problème. Mais là, vous avez des problèmes de frontières dans le monde entier. Vous avez aussi des désaccords, comme partout. Si on cherche bien, je suis sûr qu'on va trouver que les Suisses et les Français ont plein de problèmes! Pour autant, cela ne les empêche pas de vivre et de travailler ensemble! Par conséquent, la question du Sahara, on devrait la traiter de façon responsable: chacun dit quel est son point de vue, et on continue de parler jusqu'à ce qu'on trouve une solution. Les Marocains et le Polisario se réunissent régulièrement pour cela, c'est très bien. Mais cette coopération entre les trois pays n'est pas ce qu'elle devrait être; il faut quand même rendre hommage aux Algériens pour une chose: ils auraient pu faire leur gazoduc sur la mer Méditerranée sans passer par la Tunisie, ni par le Maroc. Ils auraient pu aller directement à l'Est vers la Sicile, et aller aussi à l'Ouest pour arriver directement en Espagne. C'est très bien qu'ils aient choisi de faire leur gazoduc à travers la Tunisie, d'un côté, et le Maroc de l'autre. Mais à part cela, je ne crois pas qu'on ait fait beaucoup plus de choses très bien. J'espère que les efforts qui sont en train d'être déployés vont aboutir. ■

L'événement africain à ne pas manquer sur l'immobilier et les infrastructures urbaines

BÂTIR LES VILLES DE DEMAIN

Aujourd'hui, suite à la forte croissance économique et de l'augmentation de la population en Afrique, plus d'un tiers de la population africaine vit en ville, et selon les dernières prévisions, cette proportion devrait atteindre 50 % d'ici à 2030. En raison de cette urbanisation rapide, les gouvernements doivent investir dans la construction de logements, l'amélioration des infrastructures, l'énergie, les équipements de santé, les services TIC, la gestion de l'eau et le traitement des eaux usées. Des solutions écologiques novatrices permettent aux États africains de remodeler les villes, au moyen des dernières technologies et de systèmes de pointe d'alimentation en énergie.

Les investissements liés à l'urbanisation connaîtront inexorablement une hausse rapide sur le continent dans les années à venir, assurant la réalisation de nombreux projets dans le domaine des infrastructures, de l'immobilier et d'autres sous-secteurs. La plupart des investisseurs du monde, ignorent encore l'existence de ce riche potentiel qui reste à exploiter.

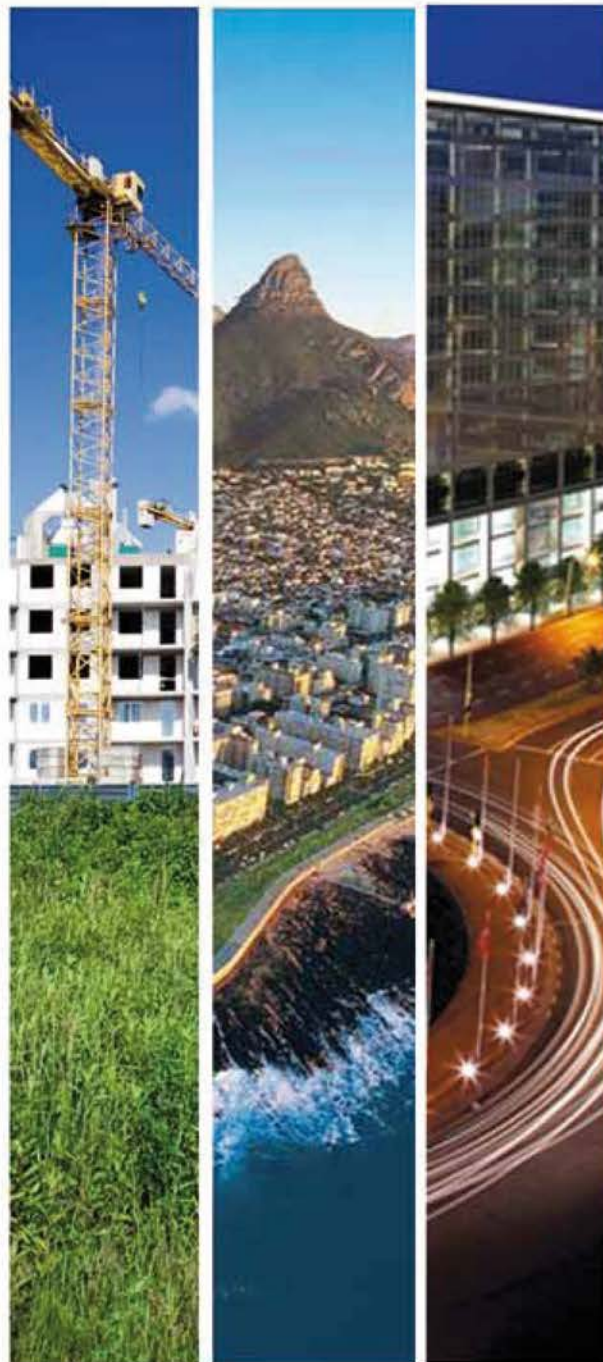
Dans ce contexte, le Sommet de l'immobilier et des infrastructures urbaines en Afrique s'efforcera de remédier à ce manque d'informations et de créer une plate-forme pour développer le secteur de l'immobilier et de l'infrastructure urbaine en Afrique. Cet événement est organisé conjointement par le magazine *African Business* et Springwood Capital. Il est produit par IC Events.

Pourquoi participer ?

- Rencontrer des acteurs clés et étendre son réseau (ministres, maires, promoteurs immobiliers, financiers, conseillers)
- Connaître les nouveaux projets et les opportunités qui se présentent en Afrique
- Entendre des experts présenter des études de cas, faire part des leçons qu'ils ont tirées de leurs expériences et aborder les principaux défis liés à ce secteur

Qui participera ?

- Ministres, gouverneurs d'État, maires
- Urbanistes, concepteurs, architectes
- Investisseurs et financiers
- Promoteurs immobiliers
- Sociétés de bâtiment et de travaux publics
- Entreprises d'ingénierie
- Facility Managers
- Fournisseurs
- Conseillers juridiques et financiers
- Agences immobilières
- Chaînes hôtelières
- Chaînes de magasins



GEORGES MORIN UN HOMME DE L'ENTRE-DEUX

Combattre les préjugés, faire tomber les barrières... mission complexe, mais réussie pour Georges Morin. Ce pied-noir de 70 ans est actuellement président de l'association Coup de soleil. Une structure basée à Paris qui, à l'image de son fondateur, sert de trait d'union entre la France et le Maghreb. **Par Pierre-Yves Castagnac**

Cheveux gris, larges lunettes, sourire méditerranéen, Georges Morin a tout d'un *senior* heureux. Et pour cause, il n'a pas eu une vie, mais plusieurs! Tour à tour instituteur, universitaire, chef de cabinet ou encore maire-adjoint, ce grand spécialiste du Maghreb a surtout réussi un pari, son pari : faire dialoguer les deux rives de la Méditerranée. Aujourd'hui retraité de l'Éducation nationale, il est actuellement président de l'association Coup de soleil, une structure qu'il a créée en 1985.



Avant d'en arriver là, le chemin fut sinueux... mais pas inintéressant! Tout commença en Algérie en 1942.

Une enfance algérienne

Né à Constantine il y a soixante-dix ans, Georges Morin a eu une enfance choyée en Algérie. Un père aux Ponts et Chaussées, une mère infirmière, mais son adolescence fut meurtrie, car ce département français bascule dans la guerre en 1954! Une guerre sans nom qui va durer huit ans. Huit ans d'attentats, de présence armée, de peur au ventre... *«J'ai vu de très près des attentats et les rafles qui les suivaient. Et ça, c'est dur!»,* raconte l'intéressé, *d'autant que c'est à cet âge-là qu'un homme se construit».*

Après l'école vint le lycée, puis arrive l'heure des choix. Souhaitant devenir sous-préfet dans le bled pour arracher ce pays à la misère, Georges Morin s'inscrit à la faculté de droit d'Alger et devient dans le même temps instituteur pour financer ses études. Deux ans plus tard, en 1962, retour à la paix. L'Algérie acquiert son indépendance, mais Georges Morin décide de rester. *«La question ne s'est même pas posée»,* confie-t-il. Sa famille, ses amis, vivent en Algérie. Ce n'est qu'en 1966 qu'il s'envole pour la France. Direction : Grenoble. Objectif : compléter

sa formation en sciences politiques. Georges Morin poursuit même son cursus par une thèse sur Pierre Mendès France, un de ces mentors. Et ce monde universitaire ne le lâchera plus! Assistant en 1970, maître-assistant en 1977 et maître de conférences en 1981, il sera finalement nommé, en 1990, inspecteur général de l'administration de l'Éducation nationale et de la recherche.

Un universitaire... très politique

Enseigner, transmettre, oui! Mais impossible de rester inactif sur le plan politique. Georges Morin a besoin d'agir. En 1977, il est élu maire-adjoint PS de Gières dans l'Isère (France) et occupera cette fonction jusqu'en 2008. Il devient chef de cabinet de Jean-Louis Quermonne, président de l'université Grenoble-II... avant d'être repéré par Louis Mermaz, le député de l'Isère.

En 1981, ce dernier est nommé ministre... et demande à Georges Morin de devenir son chef de cabinet. Et cette aventure va durer douze ans. Même fonction, mais lieux différents : un mois au ministère de l'Équipement et des Transports, cinq ans à l'Assemblée nationale, retour pour un mois au ministère des Transports, puis de nouveau deux ans à l'Assemblée nationale... La vie d'un homme politique n'est pas linéaire, mais Georges Morin est toujours là. En 1990, Louis Mermaz



Georges Morin a réussi son pari : faire dialoguer les deux rives de la Méditerranée.



DE COUP DE SOLEIL AU « MAGHREB DES LIVRES »

En 1985, Georges Morin crée avec quelques amis l'association Coup de soleil pour renforcer les liens entre le Maghreb et la France par le dialogue. La tâche semble immense... Et pourtant, le pari est réussi! En 1994, cette association met en place le « Maghreb des livres ». Placé depuis 2001 sous le patronage du Maire de

Paris, ce rendez-vous annuel permet à des écrivains et intellectuels liés au Maghreb de présenter leurs ouvrages. En 2012, il n'y avait pas moins de 165 écrivains et 5 000 livres présentés. Georges Morin continue, année après année, à encadrer cet événement. Qui a dit que retraite rimait avec inactivité?



Alger

ou encore de ses voyages à l'étranger. Les hommes politiques font régulièrement appel à lui, car il est l'un des trop rares Français à avoir une connaissance aussi fine de l'Algérie. Il y a notamment accompagné le maire de Grenoble Hubert Dubetout en 1982, le futur Premier ministre Lionel Jospin en 1987... ou encore plus récemment François Hollande en 2007.

Georges Morin va réussir à porter ce dialogue encore plus haut. En 1990, il accompagne en Afrique du Nord Pierre Mauroy, l'envoyé spécial de François Mitterrand, qui a pour mission d'expliquer la position de la France face à l'invasion du Koweït. Ils rencontrent Hassan II (roi du Maroc), Chadli Bendjedid (Président de l'Algérie), Zine el Abidine Ben Ali (Président de la Tunisie)... et même Yasser Arafat (futur Président de l'Autorité palestinienne). Georges Morin voyage..., mais il reçoit également. En 1983, il organise, par exemple, à la demande de Louis Mermaz, un grand déjeuner en l'honneur du Président algérien alors en visite d'État en France. « *J'étais très fier d'avoir rempli ma mission avec 120 invités Algériens de France et 120 invités Français d'Algérie!* ».

En 1984, la Fédération mondiale des cités unies (FMCU) le charge des relations avec le monde arabe. En 1986, il devient « Monsieur Maghreb » au sein du Secrétariat international du Parti socialiste, tandis qu'en 1990, il intègre le Haut Conseil à l'intégration. En 1994, il lance les 1^{res} coopérations entre villes de France et de Palestine. En juin 2000, Georges Morin entre au Commissariat général de l'Année de l'Algérie en France. En 2002, enfin, il met en place l'Association d'amitié Grenoble-Constantine... Bref, il a toujours un pied à Paris et l'autre au Maghreb ou au Proche-Orient. ■

devient ministre de l'Agriculture, puis ministre des Relations avec le Parlement. Georges Morin est devenu entre-temps son directeur de cabinet.

Une double culture

Peu importe le lieu, Georges Morin reste un pied-noir. Il porte en lui cette double culture, française d'un côté, maghrébine de l'autre... Et il en est fier! « *J'ai grandi dans un monde multicolore. Il y avait des Juifs, des Arabes, des Européens... C'est un super-vaccin contre*

le racisme! », explique-t-il. Ce dialogue entre les différentes nations, les différentes cultures, les différentes religions est « *une chose naturelle et essentielle* », selon lui. Ce double bagage va l'amener à servir de trait d'union dès son arrivée en France.

Il y eut de nombreuses rencontres, mais certaines sont plus importantes. Georges Morin se souvient en particulier de la 1^{re} convention interuniversitaire franco-algérienne qu'il initia en 1972 entre... Grenoble et Constantine;